

The image features a soldier in full combat gear, including a helmet, camouflage uniform, and a tactical vest, holding an assault rifle. The soldier is positioned in the foreground, slightly to the right, looking towards the left. The background is a blurred outdoor setting with greenery and a cloudy sky. The top of the image is divided into three vertical color bands: black on the left, green in the middle, and red on the right. The letters 'a', 'd', and 'f' are printed in white, lowercase, serif font across these bands respectively. Below the letters, the words 'AFRICA', 'DEFENSE', and 'FORUM' are written in a smaller, white, uppercase, sans-serif font.

a d f

AFRICA DEFENSE FORUM

ARRÊTER LA PROPAGATION

**Les forces armées œuvrent
pour empêcher
les groupes terroristes
de gagner du terrain**

**Les groupes extrémistes
se tournent vers les drones pour
les attaques à coût modéré**

PLUS

**Une conversation avec le lieutenant-général Humphrey Nyone,
commandant de la force de la MINUSCA**

VISITEZ-NOUS SUR ADF-MAGAZINE.COM



articles

- 8 L'épicentre mondial de la terreur**
Une vue d'ensemble de la façon dont la violence extrémiste menace le continent africain
- 14 Les drones du terrorisme**
La propagation des armes aériennes à coût modéré égalise le terrain de jeu et facilite les attaques
- 20 « Des résultats tangibles, pas seulement des palabres »**
Une conversation avec le lieutenant-général Humphrey Nyone de Zambie, commandant de la force de la MINUSCA
- 26 Les groupes terroristes s'adaptent pour maintenir leur létalité**
En faisant écho aux doléances locales et étendant leurs sources de revenu, les extrémistes échappent aux efforts de contre-terrorisme
- 32 La neutralisation de la menace**
Les engins explosifs improvisés prolongent les conflits et détruisent les vies. Comment peuvent-ils être stoppés ?
- 38 La police et le peuple**
Une force de police de proximité robuste peut être vitale dans la lutte contre l'extrémisme
- 44 Une insurrection tenace**
La Somalie avance vers l'autonomie sécuritaire mais les chebabs restent dangereux et résilients
- 50 L'extrémisme se propage à partir du Sahel**
Les initiatives régionales sont cruciales pour arrêter son expansion

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

30 Battement du cœur de l'Afrique

56 Outillage de la profession

58 Force future

60 Défense et sécurité

62 Maintien de la paix

64 Se donner la main

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum
est disponible en ligne**

Veillez nous rendre visite sur
adf-magazine.com

30



SUR LA COUVERTURE

Un soldat ivoirien se précipite pendant un entraînement de contre-terrorisme de l'exercice Flintlock à Abidjan.

ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

Le terrorisme est un crime opportuniste. Les groupes terroristes mondiaux cherchent les zones les plus vulnérables de la planète et y plantent leur drapeau.

Les pays avec des frontières poreuses, des luttes ethniques, une négligence de la part du gouvernement et une population jeune et frustrée sont prêts à être exploités. L'Afrique n'est pas à l'abri de ce phénomène global.

Au Mozambique, au Sahel, en Somalie et sur le littoral d'Afrique de l'Ouest, les extrémistes sont actifs et cherchent à progresser. Le Sahel est aujourd'hui l'épicentre mondial du terrorisme, avec 43 % des décès mondiaux dus au terrorisme en 2023. Ce chiffre était seulement 1 % en 2007.

Le Burkina Faso est dans l'œil du cyclone terroriste sahélien. Plus de la moitié du pays échappe au contrôle du gouvernement, 2 millions de personnes sont déplacées et 3 millions souffrent de famine. Un massacre en août 2024 qui a provoqué selon des estimations la mort de 600 personnes dans la localité de Barsalogo a bouleversé le pays, qui titubait déjà à cause des multiples vagues de violence. Les groupes humanitaires l'appellent « la crise la plus négligée du monde ».

Quelle est donc la réponse ? Après trente années de lutte contre le terrorisme sur le continent, il est devenu clair que certaines stratégies sont efficaces et d'autres nécessitent d'être réétudiées.

Les approches pansociétales qui adressent les causes fondamentales du terrorisme, telles que la stratégie multidimensionnelle employée dans le Nord de la Côte d'Ivoire, se sont avérées efficaces. Les forces armées ont établi là-bas des bases frontalières pour refuser un refuge sûr aux terroristes, mais il ne s'agit pas simplement d'une approche militaire. La Côte d'Ivoire a investi dans des programmes de formation professionnelle et des prêts aux petites entreprises. Elle a soutenu le dialogue communautaire pour promouvoir la compréhension et les systèmes d'alerte précoce pour identifier les menaces. Le but est de créer une région stable et prospère qui soit inhospitalière pour les groupes terroristes.

Cette stratégie contraste radicalement avec les gouvernements militaires qui emploient des tactiques à la main lourde et s'associent à des mercenaires irresponsables. Cette approche ne peut non seulement pas stopper le terrorisme, mais elle l'exacerbe. Dans chaque pays sahélien dont le gouvernement a été renversé, les promesses de sécurité ont été suivies par la montée des attaques terroristes et la hausse de la violence contre les civils. Ces solutions unidimensionnelles ne peuvent pas faire face à un problème multidimensionnel comme le terrorisme.

Alors que les pays cherchent à dresser des plans de contre-terrorisme, il est vital qu'ils œuvrent avec les pays partenaires de l'autre côté des frontières, qu'ils mettent en commun les meilleures pratiques et qu'ils renforcent les alliances. Les groupes terroristes basés au Sahel ont juré d'étendre leur portée. Ils ont l'intention d'occuper des territoires côtiers et d'accroître leurs effectifs en recrutant les jeunes mécontents. Les pays qui présentent un front unifié et attaquent le terrorisme de façon holistique ont la meilleure chance de stopper sa propagation.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Les soldats des forces de défense du Kenya s'entraînent pendant l'exercice militaire Justified Accord à Nanyuki (Kenya).

SERGEANT 1RE CLASSE LERON RICHARDS/
ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS



Contre le terrorisme
Volume 18, 1er trimestre

**ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES
ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE**



POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

**HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND**

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

Un nouveau contrat social pour combattre le terrorisme

La Nigériane Amina J. Mohammed est sous-secrétaire générale des Nations unies et présidente du groupe onusien de développement durable. Elle s'est exprimée le 22 avril 2024 devant la réunion de haut niveau sur le contre-terrorisme africain

à Abuja (Nigeria). Son thème était « le renforcement de la coopération régionale et de la construction des institutions pour affronter la menace en évolution du terrorisme en Afrique ». Ses commentaires ont été modifiés pour des raisons de longueur et de clarté.



Certains des cadavres d'au moins cent personnes tuées par les extrémistes présumés de Boko Haram sont transportés pour être enterrés à Tarmuwa (Nigeria) en septembre 2024.

THE ASSOCIATED PRESS



Le terrorisme continue à représenter une menace grave contre la paix, la stabilité et le déve-

loppement durable dans le monde.

Les décès mondiaux dus au terrorisme ont passé à 8.352 en 2023, soit une hausse de 22 % comparé à l'année précédente et le plus haut niveau depuis 2017. L'épicentre du terrorisme s'est déplacé du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à l'Afrique subsaharienne, et se concentre dans une grande mesure au Sahel.

La situation en Afrique est extrême, et certains des groupes terroristes les plus violents sont actifs au Sahel. La région représente aujourd'hui près de la moitié des décès mondiaux dus au terrorisme.

On peut dire que les terroristes ne le sont pas de naissance ; ils sont créés dans des environnements d'exclusion sociale, d'inégalité et de refus des droits de l'homme.

Permettez-moi de partager quelques réflexions sur la façon dont nous pouvons renforcer notre riposte au terrorisme :

Premièrement, nous devons affronter les causes fondamentales qui conduisent au terrorisme en premier lieu : l'absence de développement en plaçant les gens au cœur de l'élaboration des politiques. Les terroristes sont bien accueillis par

les gens profondément déçus, exclus et désespérés. Les crises entre cultivateurs et éleveurs en sont un symptôme tragique. Nous devons formuler des réponses qui adressent ces conditions.

Ce faisant, nous devons faire attention aux femmes et aux jeunes filles, qui sont les plus impactées par l'insécurité ; aux victimes du terrorisme qui méritent notre solidarité et qui ont le droit d'obtenir des recours et des réparations ; et aux jeunes et aux générations futures. Puisque les jeunes deviennent le plus important groupe démographique mondial, nous devons investir dans leurs capacités et leurs aspirations.

Deuxièmement, nous devons œuvrer pour reconstruire le contrat social dans la région. Le contrat social, le lien entre les personnes et les autorités qui les gouvernent, a été effiloché par des décennies de sous-investissement, de crise et de corruption.

La reconstruction de notre contrat social est essentielle pour récupérer. Cela signifie l'élaboration d'institutions démocratiques plus robustes et la promotion de la gouvernance axée sur les personnes, le tout ancré dans les droits de l'homme, et l'accès garanti aux services de base et au développement inclusif de tous.

Nous devons accroître la mise en commun de l'information et la collaboration entre les gouvernements et les acteurs

de la sécurité à travers nos frontières. Ils servent mieux tous les citoyens lorsqu'ils combinent leurs ressources. Il est vital et crucial de reconstruire nos défenses contre le terrorisme.

Les douleurs et les souffrances subies par les victimes pendant et après les carnages sont des questions souvent ignorées. Il est essentiel de fournir un soutien de santé mentale et psychologique aux victimes et aux survivants pour guérir et surmonter les traumatismes, les douleurs et les souffrances.

Je me souviens du récit poignant d'une femme qui s'enfuyait tragiquement avec son bébé lors d'une attaque de Boko Haram. Dans son désespoir, elle choisit ce qu'aucune femme ne devrait jamais avoir à choisir. Elle jeta son bébé dans le fleuve, en espérant contre toute espérance que quelqu'un, quelque part, offrirait le refuge et la sécurité à son enfant innocent. Ces cicatrices ne sont pas du type qui peut guérir facilement.

En conséquence, dans nos efforts pour assurer un soutien de santé mentale, nous devons faire participer notre communauté et les chefs religieux et traditionnels qui jouent un rôle vital dans la création des espaces sécurisés et l'encouragement au rétablissement.

Ensemble, nous pouvons construire un avenir plus sûr et sécurisé pour tous les Africains et pour le monde.



LA CÉDÉAO ASSURE AVEC CET EXERCICE QUE LE GOLFE EST UN « DOMAINE SÉCURISÉ »

PERSONNEL D'ADF

La Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a conduit l'opération Safe Domain III dans le but de protéger le golfe de Guinée de la piraterie et la contrebande.

Ce bloc régional d'Afrique de l'Ouest possède 12 pays du littoral parmi ses 15 membres. La troisième session de l'événement de formation sur la sécurité maritime a eu lieu du 5 au 9 août 2024 à Cotonou (Bénin).

L'exercice a inclus la surveillance maritime et aérienne, l'entraînement interventionnel des unités opérationnelles, les investigations et les échanges de connaissance et de recherche. Le Centre multinational de coordination maritime (CMCM) du bloc régional pour la zone E a conduit l'événement. La zone E inclut le Bénin, le Nigeria et le Togo.

Aniedi Aniedu Ibok, directeur du CMCM zone E et commodore de la Marine nigériane, a déclaré dans son allocution d'ouverture : « Les objectifs de l'exercice sont triples : combattre les crimes maritimes grâce à la mise en commun de l'équipement, de la formation et du renseignement ; promouvoir l'échange d'information et la coopération ; créer un environnement sécurisé pour le commerce maritime, en renforçant ainsi le commerce et la croissance économique. La mission du centre consiste à renforcer les activités axées sur la coopération, la coordination, la mise en commun et l'interopérabilité des ressources parmi les états membres de la zone E. »

L'événement fait partie de la stratégie maritime intégrée de la Cédéao, adoptée par le bloc en 2014 pour relever les défis transnationaux de la sécurité maritime et leurs effets sur le développement économique.

Des recrues pratiquent l'abordage pendant l'opération Safe Domain III en août 2024. CÉDÉAO

Le commodore Ibok a déclaré : « Face aux menaces de la piraterie, du vol à main armée en mer et des activités maritimes illicites, la Cédéao a décidé de mobiliser ses ressources et coordonner ses efforts pour sécuriser son domaine maritime. Ces menaces ont des implications importantes pour la stabilité économique et le développement de notre économie des océans. »

« Notre réponse liée à Safe Domain III reflète notre engagement inébranlable envers la neutralisation de ces menaces et la création d'un environnement maritime sécurisé favorisant le commerce et les échanges. »

Le capitaine Idongesit Udoessien de la Marine nigériane commandait l'un des quatre navires participant à l'exercice. Alors que les hélicoptères assuraient le soutien aérien, les navires patrouillaient dans une zone de 105.746 milles nautiques carrés.

« Nous avons en fait démontré au monde que nous pouvons coordonner nos efforts aux niveaux subrégionaux pour assurer la sûreté et la sécurité maritime afin de fournir une économie des océans florissante aux pays de la zone E », a-t-il dit, selon le site web nigérian d'actualité This Day Live.

Le commodore Ibok a noté une réduction importante de la criminalité maritime : 49 cas de piraterie signalés en 2018 comparé à 2 seulement en 2023. Il a attribué ce succès à la coordination entre la Cédéao, les états membres et les partenaires internationaux.

La Cédéao a annoncé que l'opération Safe Domain IV était planifiée pour mars 2025

— Les Super Tucano nigériens atteignent —

UN JALON EN TERMES D'HEURES DE VOL

PERSONNEL D'ADF

Trois ans seulement après la livraison de douze A-29 Super Tucano à l'Armée de l'air nigérienne, les aviateurs viennent d'enregistrer 10.000 heures de vol sur ces avions d'attaque légers monomoteurs.

Le maréchal de l'air Hasan Abubakar, chef d'état-major de l'Armée de l'air du Nigeria, a noté cet accomplissement à la base aérienne de Kainji en août 2024, en déclarant que cela représentait plusieurs années de dévouement, de sacrifice et d'engagement indéfectible envers la mission de l'Armée de l'air.

Selon un reportage de defenceWeb, il a déclaré : « Atteindre 10.000 heures de vol n'est pas négligeable : cela symbolise des heures innombrables de formation, une planification méticuleuse et une exécution impeccable dans toutes les missions que nous avons entreprises. » Le maréchal a aussi noté que ce jalon des heures de vol avait été réalisé sans incident majeur.

Le Nigeria a réceptionné les 12 avions envoyés par les États-Unis entre juillet et septembre 2021. L'accord d'une valeur de 500 millions de dollars s'inscrit dans le cadre du programme de ventes militaires à l'étranger des États-Unis. La vente inclut des pièces détachées pour soutenir plusieurs années d'opération, un soutien logistique sous contrat, des munitions et un projet de construction de plusieurs années pour mettre à niveau l'infrastructure de la base de Kainji dans l'État de Niger.

L'A-29 Super Tucano est conçu pour le soutien aérien léger, les combats et la reconnaissance. Sa conception durable est performante sur les terrains accidentés avec des pistes d'envol non pavées et dans les bases opérationnelles avancées.

L'Armée de l'air du Nigeria n'a pas perdu de temps pour déployer les Tucano contre les extrémistes de Boko Haram. Les frappes aériennes d'août 2022 ont pris pour cible trois camps dans la région de la forêt de Sambisa dans le cadre de l'opération Hadin Kai. L'Armée de l'air a aussi utilisé les avions contre des bandits et autres acteurs violents.

Le maréchal a dit : « Le monde continue à changer, et de nouvelles menaces apparaissent chaque jour. Notre engagement d'excellence doit rester constant et nous devons continuer à nous adapter, innover et évoluer pour devancer nos adversaires. »

Les responsables nigériens et américains parlent des améliorations de la base aérienne de Kainji en avril 2023, dans le cadre d'un plan de soutien aux A-29 Super Tucano. CHRIS GARDNER/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS



LES PAYS DU LITTORAL SAISISSENT DE GRANDES QUANTITÉS DE COCAÏNE

PERSONNEL D'ADF

La Guinée-Bissau, pays d'Afrique de l'Ouest connu jadis comme un « narco-État », a intercepté 2,63 tonnes de cocaïne, trois mois seulement après un rapport des Nations unies selon lequel les états voisins du Sahel devenaient des routes importantes du trafic des stupéfiants.

Les autorités du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Tchad ont saisi 1,47 tonne de cocaïne en 2022, comparé à une moyenne de 13 kilos entre 2013 et 2020, selon un rapport de 2024 de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD).

Amado Philip de Andrés, représentant régional de l'ONUDD en Afrique occidentale et centrale, a déclaré à The Associated Press : « La participation de plusieurs groupes armés dans le trafic des stupéfiants continue à saper la paix et la stabilité dans la région. » Le rapport dit que le commerce des drogues fournit des ressources financières aux groupes armés du Sahel, où les réseaux extrémistes prolifèrent après une série de coups d'État régionaux.

Dans le cadre d'une opération majeure, les autorités de la Guinée-Bissau ont confisqué 78 ballots de cocaïne en septembre 2024 lorsqu'un avion Gulfstream IV en provenance du Venezuela a atterri à l'aéroport international Osvaldo Vieira dans la capitale de Bissau. La police a arrêté l'équipage de cinq personnes, y compris deux Mexicains, un Brésilien, un Colombien et un Équatorien.

La police a conduit la descente dont le code était opération « Landing », avec la Drug Enforcement Administration des États-Unis et le Centre opérationnel d'analyse du renseignement maritime pour les stupéfiants, selon un reportage de Reuters.

Les grosses saisies de drogue sont devenues plus fréquentes en Afrique de l'Ouest au cours des dernières années. Deux opérations séparées ont permis de saisir 2,6 tonnes de cocaïne en Guinée-Bissau en 2019. En avril 2022, les autorités du Cap-Vert et des États-Unis ont intercepté un navire de pêche battant pavillon brésilien qui transportait en contrebande 6 tonnes de cocaïne.

En novembre et décembre 2023, la Marine sénégalaise a intercepté près de 6,7 tonnes de cocaïne lors de trois incidents séparés.

Les contrebandiers utilisent souvent les pays d'Afrique de l'Ouest comme points de transit entre l'Amérique du Sud et l'Europe.

L'ÉPICENTRE MONDIAL DE LA TERROR

PERSONNEL D'ADF

L'Afrique est aujourd'hui le continent le plus affecté par le terrorisme. Chaque jour en moyenne, huit attaques terroristes provoquent 44 morts. Dans certaines régions du Sahel, dans le bassin du lac Tchad, dans la Corne de l'Afrique et au Mozambique, la violence meurtrière est une horreur presque permanente.

Le Sahel en particulier est devenu l'épicentre mondial du terrorisme, représentant 47 % de tous les décès dus à l'extrémisme violent. Les groupes terroristes ont tiré profit de la mauvaise gouvernance, des divisions ethniques, des coup d'État et des partenariats de sécurité fracturés de la région. Les ripostes à la main lourde menées par les gouvernements militaires et une dépendance envers des mercenaires irresponsables n'ont pas fait beaucoup pour contrôler le problème et pourraient bien l'avoir empiré. Au cours des 15 dernières années, les attaques terroristes au Sahel ont augmenté de 1.266 % et les décès dus au terrorisme ont augmenté de 2.860 %. Le Burkina Faso est le pays le plus affecté, avec le nombre de morts atteignant 1.907 en 2023, soit le quart de tous les décès mondiaux dus au terrorisme.

Alors que les responsables cherchent des réponses, on reconnaît de plus en plus qu'il faudra un effort pansociétal qui traite les causes fondamentales et les facteurs de l'extrémisme. Ceux-ci incluent la

pauvreté, les droits fonciers, les doléances ethniques et la mauvaise gouvernance.

Dans un discours à la réunion africaine de contre-terrorisme de haut niveau d'Abuja (Nigeria), Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine, a fait appel à une nouvelle approche pour traiter le « phénomène destructif [qui] ravage les vies humaines, l'infrastructure et les institutions ».

Il a déclaré aux participants : « Une approche innovante est cruciale. Elle devrait inclure un nouveau modèle pour financer la lutte contre le terrorisme, une plus grande participation des institutions africaines et des acteurs de la société civile. Ces institutions nationales et la société civile, les jeunes et les femmes en particulier, devraient être soutenus par tous les moyens pour jouer leur rôle irremplaçable dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. »

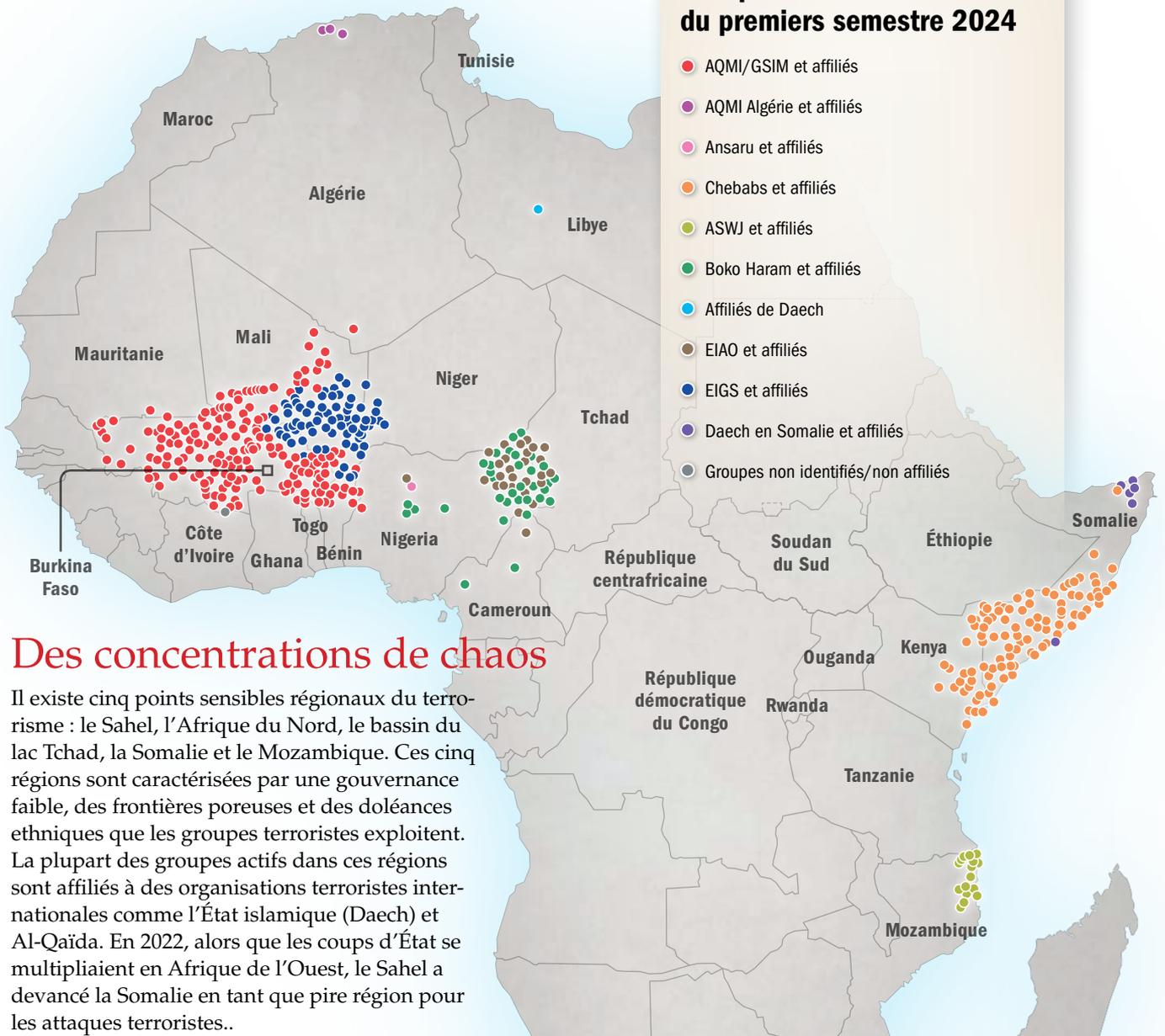
M. Faki a dit que la lutte doit être menée et financée par les pays africains. Il a déclaré à l'auditoire qu'il n'y avait pas de temps à perdre : « Le moment pour agir concrètement est venu. Le moment pour obtenir des résultats est venu. Le moment des discours est passé. »

Les graphiques et les cartes des pages suivantes fournissent une visualisation de l'ampleur du terrorisme en Afrique, des tendances associées et des efforts pour l'arrêter.

Des femmes pleurent à la suite d'attentats suicides à Maiduguri (Nigeria) qui ont pris pour cible une noce de mariage, un hôpital et un enterrement. AFP/GETTY IMAGES



Attaques terroristes au cours du premiers semestre 2024



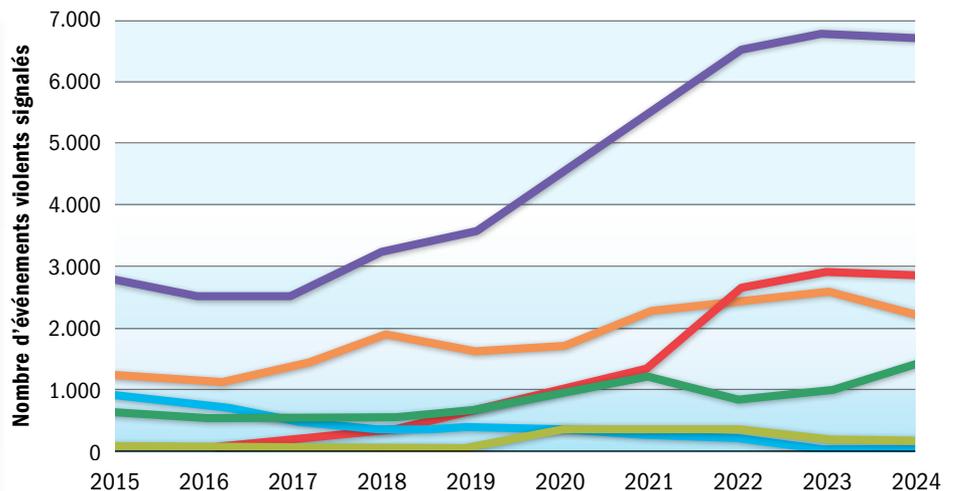
Des concentrations de chaos

Il existe cinq points sensibles régionaux du terrorisme : le Sahel, l'Afrique du Nord, le bassin du lac Tchad, la Somalie et le Mozambique. Ces cinq régions sont caractérisées par une gouvernance faible, des frontières poreuses et des doléances ethniques que les groupes terroristes exploitent. La plupart des groupes actifs dans ces régions sont affiliés à des organisations terroristes internationales comme l'État islamique (Daech) et Al-Qaïda. En 2022, alors que les coups d'État se multipliaient en Afrique de l'Ouest, le Sahel a devancé la Somalie en tant que pire région pour les attaques terroristes..

Source : Données compilées par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique et provenant de multiples sources

Tendances dans les activités des groupes islamistes militants en Afrique, selon la région

- Bassin du lac Tchad
- Mozambique
- Afrique du Nord
- Sahel
- Somalie
- Total



Source : Projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data) ; compilé par le CESA



Vue aérienne des rives de Cotonou (Bénin)

La propagation vers le littoral

Les terroristes basés au Sahel, qui recherchent de nouvelles sources de revenu, des recrues et des territoires, s'efforcent d'élargir leur opérations vers le littoral d'Afrique de l'Ouest. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, un groupe terroriste, pense qu'il peut gagner des adeptes parmi les communautés désaffectées du Bénin, du Nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo.

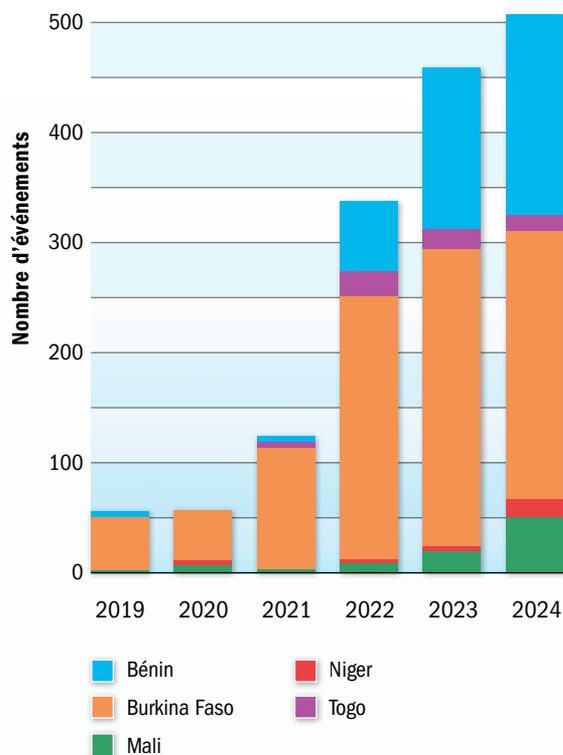
Le nombre d'événements violents liés aux groupes militants sahéliens dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest et à moins de 50 km de leurs frontières a augmenté de plus de 250 % au cours des deux dernières années, pour atteindre plus de 450 incidents.

Le Bénin est l'un des pays du littoral qui sont les plus affectés par la violence ; son parc national du W est devenu un refuge pour les groupes terroristes. Le nombre de décès liés à la violence islamiste au Bénin a doublé pour atteindre 173 l'an dernier, selon un rapport du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Au Togo, le pourcentage d'augmentation des décès est similaire : 69 décès y ont été enregistrés.

Les responsables des nations du littoral font appel à l'unité et cherchent une assistance étrangère face à cette menace croissante.

Le vice-président ivoirien Tiémoko Meyliet Koné a déclaré dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies : « Ces conflits détruisent graduellement des années de progrès et de développement pour les populations. Au-delà du Sahel, l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest est aujourd'hui menacé d'effondrement. Cette évolution pourrait se propager au-delà du continent africain si aucune mesure efficace n'est prise. »

Violence islamiste militante dans les pays du littoral et à moins de 50 km de leurs frontières



Sources : CESA, ACLED

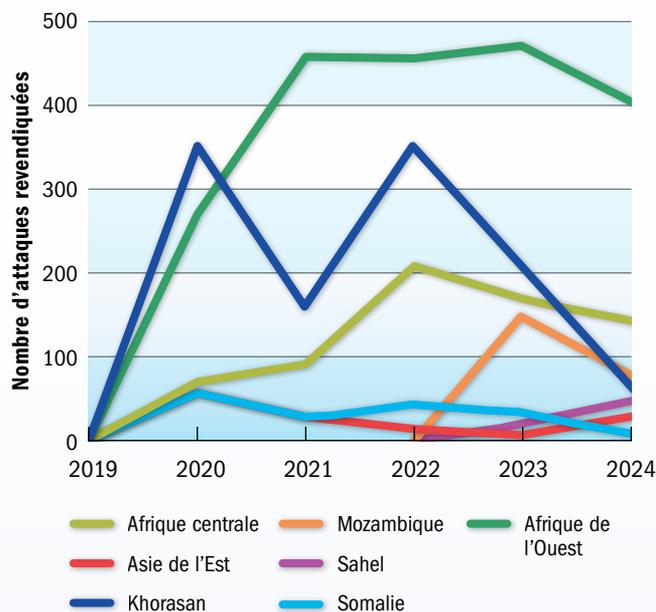
L'État islamique plante son drapeau

Alors que Daech a perdu du territoire au Moyen-Orient au cours des dernières années, il s'est tourné vers l'Afrique. Il possède maintenant des affiliés au Mozambique, dans la région des Grands Lacs, en Somalie, au Sahel et au Nigeria. Au cours du premier semestre 2024, Daech a revendiqué la responsabilité de 788 attaques dans le monde. Plus de la moitié, soit 536, ont eu lieu en Afrique et ont tué 2.142 personnes.

Les experts croient que Daech considère l'Afrique comme la région du monde ayant le meilleur potentiel pour occuper des territoires et lancer des attaques destructrices. On pense que le quartier général de Daech est régulièrement en contact avec ses affiliés, envoie des conseillers et partage des renseignements. En 2024, des rapports ont indiqué que le commandant de Daech-Somalie avait été nommé chef mondial de Daech. Il a été plus tard pris pour cible dans une frappe aérienne mais sa localisation est inconnue.

Vincent Foucher, expert de l'extrémisme au Centre national pour la recherche scientifique de France, a déclaré : « Pour une organisation telle que Daech, l'Afrique subsaharienne est l'endroit où vous pouvez avoir beaucoup d'impact avec un [investissement] minime en ressources. C'est l'un des rares endroits du monde où Daech contrôle actuellement un territoire de plusieurs milliers de kilomètres carrés. C'est une frontière pour eux. »

Attaques revendiquées par Daech selon la région



Source : Washington Institute

Les combattants de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (PAOEI) montrent le drapeau du groupe dans le territoire de la région du bassin du lac Tchad qu'ils contrôlent. AFP/GETTY IMAGES





Le bilan humain

Inévitablement, ce sont les plus vulnérables qui paient le prix le plus élevé pour les attaques terroristes qui perturbent tout, depuis les écoles jusqu'à l'énergie et les services de santé. Voici un aperçu du bilan humain dévastateur causé par le terrorisme en Afrique.

Une femme dont les deux fils ont été tués dans une attaque terroriste au Burkina Faso pleure dans un camp de réfugiés en Côte d'Ivoire. AFP/GETTY IMAGES

- En Afrique de l'Ouest, près de **25.000** civils ont été tués par le terrorisme et la violence politique entre le quatrième trimestre 2021 et le deuxième trimestre 2024. Les civils ont représenté **37 %** de toutes les victimes.
- Le terrorisme et la violence politique ont déplacé **6,1 millions** de personnes en Afrique de l'Ouest en 2023.
- Les réponses au terrorisme menées par les juntes militaires ont tendance à provoquer plus de décès civils que celles conduites par les gouvernements civils. Dans l'année suivant leur coup d'État de juillet 2023, les forces de défense et de sécurité nigériennes ont tué **trois fois plus** de civils que pendant l'année précédente, selon le projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data).
- Les groupes terroristes tels que Boko Haram attaquent spécifiquement les installations de soins de santé. Depuis le début de l'insurrection, environ **le tiers** des 700 installations de soins de santé de l'État nigérian de Borno ont été détruites, et un autre tiers ont dû fermer leurs portes. Ce manque de soins a conduit à des hausses de mortalité infantile et à une recrudescence des maladies traitables telles que le choléra, la rougeole et l'hépatite E.
- Il y a eu plus de **270** attaques d'école au Burkina Faso en 2022 et 2023. Ces attaques ont inclus des enlèvements, la destruction des bâtiments et des menaces contre les parents et les enseignants. En date du printemps 2023, **6.100** écoles avaient fermé leurs portes dans le pays à cause de l'insécurité.

Des réponses régionales

Les forces armées ont lancé un certain nombre de missions militaires pour riposter aux menaces terroristes en Afrique. Elles agissent sous la bannière des Nations unies, de l'Union africaine, des communautés économiques régionales ou en tant qu'alliances ponctuelles de forces armées nationales. À mesure que la menace évolue et les missions de haut profil se terminent, les responsables africains et leurs partenaires internationaux parlent du futur des interventions. Les sujets de discussion incluent la conception et le financement des interventions multinationales, et le type de mandat en vertu duquel elles devraient agir.



○ Force multinationale mixte

Établie : 2015
Effectifs autorisés : 10.000

- **Pays contributeurs de soldats :** Bénin, Cameroun, Niger, Nigeria et Tchad
- **Mission :** Vaincre les groupes extrémistes, les bandits armés et les criminels dans la région du bassin du lac Tchad.



○ Initiative d'Accra

Établie : 2017
Effectifs autorisés : 10.000

- **Pays membres :** Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo
- **Pays observateurs :** Mali et Niger
- **Mission :** Riposter à la violence extrémiste dans les états sahéliens et empêcher sa propagation vers les états du littoral.



La victime d'un attentat suicide est placée dans une ambulance à Maiduguri (Nigeria). AFP/GETTY IMAGES

Un élève d'école primaire passe devant une salle de classe au Burkina Faso. Des milliers d'écoles ont fermé leurs portes à cause de la violence extrémiste dans le pays. AFP/GETTY IMAGES



SAMIM
SADC MISSION IN MOZAMBIQUE



○ **Mission de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA) en RDC**

Établie : 2023

Effectifs : Variables (notamment 2.900 soldats sud-africains en 2024)

- **Pays contributeurs de soldats** : Afrique du Sud, Malawi et Tanzanie
- **Mission** : Soutenir le gouvernement de la République démocratique du Congo pour rétablir la paix et la sécurité dans la région Est du pays. La mission de la CDAA a repris les responsabilités d'une mission précédente de la Communauté d'Afrique de l'Est en 2024.

○ **Mission de la CDAA au Mozambique (SAMIM)**

Établie : 2021 (a pris fin en 2024)

Effectifs autorisés : 2.000

- **Pays contributeurs de soldats** : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, RDC, Tanzanie et Zambie. Le Rwanda a envoyé environ 5.000 soldats qui agissent séparément mais en partenariat avec SAMIM.
- **Mission** : Soutenir la lutte contre le terrorisme du Mozambique dans la région du Cabo Delgado, restaurer l'ordre et permettre aux personnes déplacées de rentrer chez elles.

○ **Mission de soutien et stabilisation de l'UA en Somalie**

Établie : 2007 (en tant que mission de l'Union africaine en Somalie)

- **Pays contributeurs de soldats** : Burundi, Djibouti, Éthiopie, Kenya et Ouganda
- **Mission** : Vaincre le groupe d'insurgés des chebabs et transférer le contrôle total de la sécurité du pays à l'Armée nationale somalienne et aux autres forces de sécurité somaliennes.

LES DRONES



DU TERRORISME

ILLUSTRATION D'ADF

LA PROPAGATION DES ARMES AÉRIENNES À COÛT MODÉRÉ ÉGALISE LE TERRAIN DE JEU ET FACILITE LES ATTAQUES

PERSONNEL D'ADF

Lorsque les forces de sécurité du Pount (Somalie) ont fait une descente sur un convoi se dirigeant vers le Sud à partir de Garowe, elles ont confisqué plusieurs drones capables de transporter des explosifs. Les engins étaient semblables à ceux utilisés par les rebelles houthistes de l'autre côté de la mer Rouge au Yémen.

Ces drones qualifiés de kamikazes sont essentiellement des engins explosifs improvisés (EEI) volants. Ce sont en général des quadrirotors à coût modéré, disponibles sur le marché et capables de transporter une seule charge explosive (souvent un obus de mortier) qui peut être soit larguée sur une cible soit dirigée directement contre celle-ci. Leur présence en Somalie fait craindre une augmentation de l'emploi des drones par les groupes terroristes. Jusqu'à une période récente, les groupes avaient utilisés les drones principalement à des fins de surveillance ou pour produire des vidéos de propagande.

Bárbara Morais Figueiredo, chercheuse à l'Institut de recherche sur le désarmement des Nations unies, déclare à ADF dans un e-mail : « Bien que cela reste toujours limité comparé à d'autres régions, les preuves s'accumulent concernant plusieurs groupes qui cherchent à militariser des drones commercialement disponibles pour lancer des attaques dans différents pays d'Afrique. »

La saisie de cinq drones militarisés au Pount suggère que les groupes extrémistes africains apprennent auprès de leurs homologues du Moyen-Orient comment développer la technologie, souvent par l'intermédiaire des chaînes en ligne ou de réseaux sociaux contrôlées par l'État islamique (Daech) ou Al-Qaïda, selon Mme Figueiredo.

« En fait, un grand nombre de groupes connus pour employer des drones en Afrique ont des liens avec des groupes connus pour employer des drones dans d'autres régions, en particulier au Moyen-Orient ; un exemple prédominant en est l'EIIL [Daech]. »

Les groupes alignés sur Daech ont recommandé des applis de simulateur de vol sur smartphone qui enseignent aux utilisateurs de piloter des drones quadrirotors. Bien qu'une grande partie du transfert des connaissances ait été indirecte, l'instabilité croissante de la Corne de l'Afrique et du Sahel invite un contact plus direct entre les groupes terroristes basés en Afrique et les combattants étrangers plus aptes à employer les drones comme armes tactiques.

Des soldats de la mission de l'Union africaine en Somalie participent à une démonstration des véhicules aériens sans humain à bord (UAV) pendant un atelier sur le renseignement, la surveillance et la reconnaissance. FARDOSA HUSSEIN/AMISOM





N'IMPORTE QUI PEUT MILITARISER UN DRONE.
NOUS VIVONS AUJOURD'HUI LITTÉRALEMENT
DANS L'ÂGE DE LA "GUERRE FLUIDE".



- Lindy Heinecken, professeur à l'université de Stellenbosch (Afrique du Sud)





Les groupes terroristes africains utilisent de plus en plus les drones à coût modéré comme des armes, au lieu de limiter leur emploi à des fins de surveillance. GETTY IMAGES

Mme Figueiredo déclare : « À mesure que ces groupes continuent de croître et se développer, en particulier dans le centre du Sahel, l'attrait de la région comme destination des combattants étrangers pourrait croître. »

Il existe des indications que les groupes terroristes, comme les forces armées qu'ils combattent, pourraient développer leurs propres unités spécialisées, dédiées uniquement au pilotage des drones, ajoute-t-elle.

« Ceci reste certainement une possibilité ou une tendance potentielle à surveiller, car son impact serait important sur la portée et le nombre d'attaques que ces groupes seraient capables d'exécuter avec des drones. »

Selon cette perspective, l'emploi croissant des drones donne aux groupes terroristes un avantage psychologique qu'ils n'avaient pas auparavant, déclare à Voice of America la chercheuse Karen Allen avec l'Institut d'études de sécurité (ISS) basé en Afrique du Sud. « Cela a placé sur un pied d'égalité les forces régulières et les forces irrégulières. »

LA TECHNOLOGIE CHANGE, L'UTILISATION CHANGE

La technologie des drones s'est développée exponentiellement depuis que Boko Haram est devenu le premier groupe terroriste africain à les employer en 2018, selon le Middle East Media Research Institute. L'institut traque l'usage des drones au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest depuis 2017. Les chercheurs de l'institut ont écrit en 2023 : « Plus de groupes djihadistes ont gagné l'accès à la technologie des drones, et ceux examinés en 2017 ont amélioré la technologie existante et intensifié son emploi. »

En 2018, Boko Haram utilisait des drones à des fins de renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR). Le petit profil et les caméras sophistiquées des drones les rendaient parfaits pour espionner les forces militaires et sécuritaires ou pour surveiller les cibles civiles.

Pour contrer l'emploi en augmentation des drones militarisés par les terroristes, les experts déclarent que les pays africains devront investir dans les brouilleurs de signal et autres dispositifs. AFP/GETTY IMAGES

RÉSEAU DE CONTREBANDE D'ARMES ENTRE LA SOMALIE ET LE YÉMEN DANS LE GOLFE D'ADEN

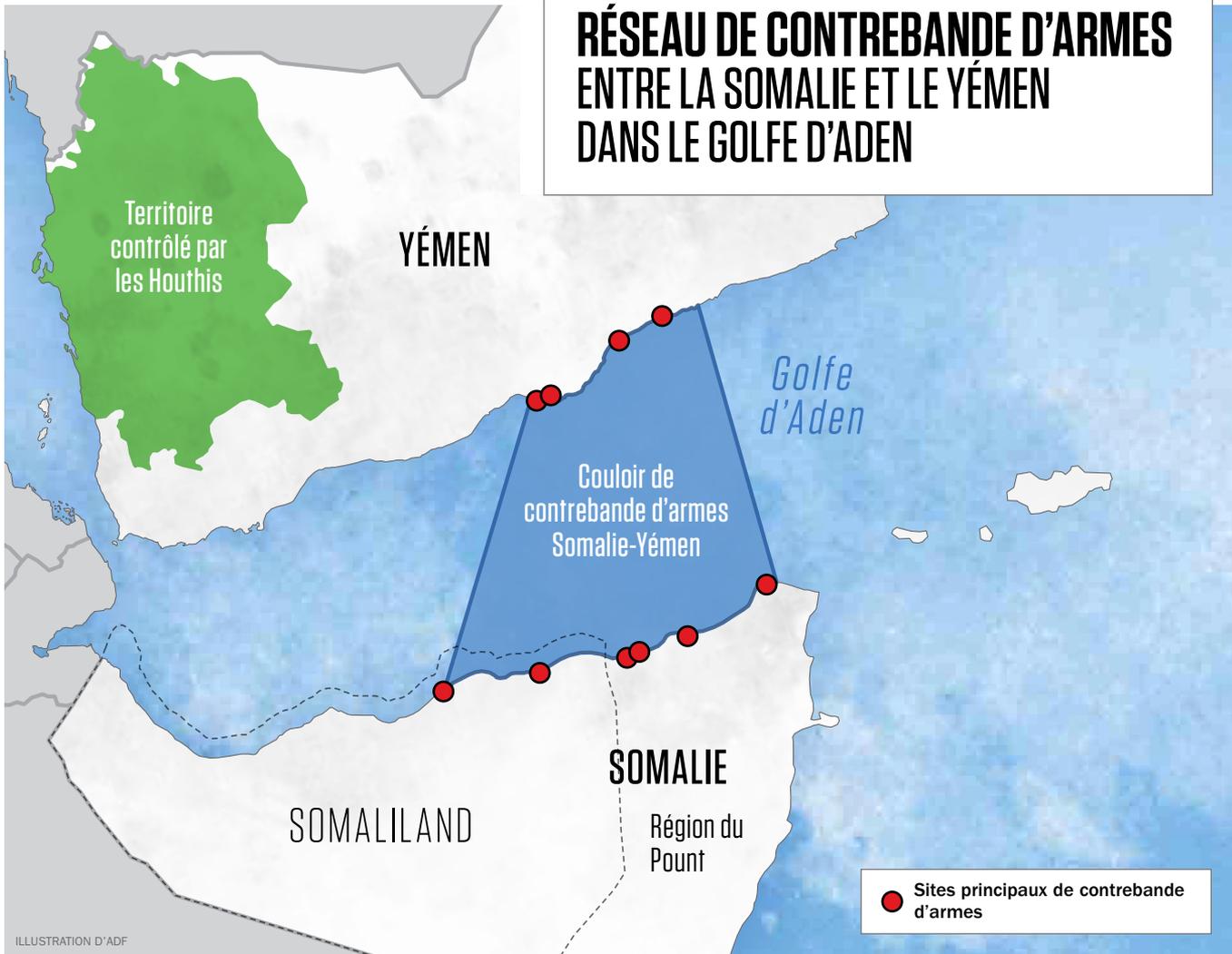


ILLUSTRATION D'ADF

Source : Liam Karr, Institut pour l'étude de la guerre ; Initiative mondiale contre le crime transnational organisé

Les experts de la sécurité déclarent que les rebelles houthistes du Yémen passent en contrebande des drones militarisés vers la Somalie pour soutenir les chebabs.

Ils fonctionnaient bien pour produire des vidéos des batailles, qui pouvaient être publiées plus tard sur les réseaux sociaux comme outils de recrutement.

Boko Haram est rapidement devenu le modèle des autres groupes extrémistes. En 2020, Ansar al-Sunna au Mozambique a commencé à utiliser des drones pour identifier des cibles dans la province du Cabo Delgado, alors que l'ASWJ les a employés à Mocimboa da Praia. Les chebabs ont bientôt suivi et ont employés des drones pour aider à planifier des attaques en Somalie et au Kenya.

À l'époque, les drones étaient difficiles à acquérir. Il était donc préférable de les employer à des fins de RSR plutôt que de les développer comme plateformes d'armes ou dans des attaques kamikazes, selon les analystes Keaton O. K. Bunker et John P. Sullivan.

Ils écrivent dans le Small Weapons Journal : « Les drones utilisés pour RSR peuvent être réutilisés du moment qu'ils ne sont pas détruits par l'ennemi. Les

drones complètement militarisés seront très probablement détruits par les forces de l'adversaire. En outre, l'emploi RSR aide à faciliter les opérations terroristes alors que les attaques par drone à usage unique ont un impact beaucoup plus minime sur les opérations terroristes en tant qu'événements ponctuels. »

Cette façon de penser a commencé à changer en 2022 et 2023 lorsque la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (PAOEI), rivale de Boko Haram, a commencé à faire des essais d'utilisation des drones pour livrer des charges d'explosifs dans le bassin du lac Tchad.

L'intérêt de la PAOEI dans les drones militarisés a augmenté par suite de son besoin de compenser ses pertes de territoire et de combattants face à l'armée nigérienne et à Boko Haram, selon le chercheur de l'ISS Malik Samuel. « Ces revers pourraient forcer la PAOEI à adapter sa stratégie, comme elle l'avait fait auparavant. »

Entre-temps, comme le suggère le convoi du Pount, d'autres groupes terroristes adoptent rapidement les drones comme arme préférée. En avril 2024, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans affilié à Al-Qaïda a utilisé au Mali des quadrirotors disponibles sur le marché, armés de grenades et d'obus de mortier, pour attaquer le



Les extrémistes violents préfèrent de simples drones commerciaux tels que les quadrirotors qui sont facile à acquérir et difficiles à abattre. GETTY IMAGES

camp d'une milice dozo alliée au gouvernement.

« UN CHANGEMENT PHÉNOMÉNAL »

À mesure que les drones disponibles commercialement deviennent plus courants, les gouvernements d'Afrique perdent un avantage qu'ils détenaient auparavant. Une course aux armements axée sur les drones a permis d'équiper les deux côtés avec un soutien aérien hautement efficace à un coût modéré.

Bien que les équipements des gouvernements soient plus sophistiqués, par exemple avec les drones populaires Bayraktar fabriqués par la Turquie, l'accès à la technologie par les groupes terroristes leur permet d'intimider les civils et de harceler les forces armées avec des drones à basse altitude qui sont difficiles à abattre. Avec l'ajout de l'intelligence artificielle, ces mêmes drones peuvent agir indépendamment ou en essaim.

Lindy Heineken, professeur à l'université sud-africaine de Stellenbosch, a déclaré à son auditoire lors d'un salon africain d'aérospatiale et de défense : « Ils peuvent arriver à tout moment, dans tout lieu, à des vitesses incroyablement élevées, et vous n'avez pas de contrôle. Vous pouvez avoir une défense aérienne mais vous ne savez pas où ils vont venir. Cela représente un changement phénoménal dans la nature de la guerre. »

Selon Karen Allen, le fait que les drones commerciaux soient essentiellement un outil civil complique encore plus les efforts de réglementation. Elle les qualifie de technologie à double usage, comparable aux téléphones mobiles qui peuvent être utilisés pour les appels téléphoniques mais aussi pour déclencher des bombes au bord de la route. C'est pourquoi, suggère Mme Allen, les drones commerciaux pourraient être sujets à des restrictions en vertu de l'arrangement de Wassenaar, conçu pour contrôler l'exportation de la technologie à double usage.

Le professeur Heineken explique un défi plus



Des officiers militaires de haut rang de la mission de l'Union africaine en Somalie participent à une démonstration d'UAV. FARDOSA HUSSEIN/AMISOM

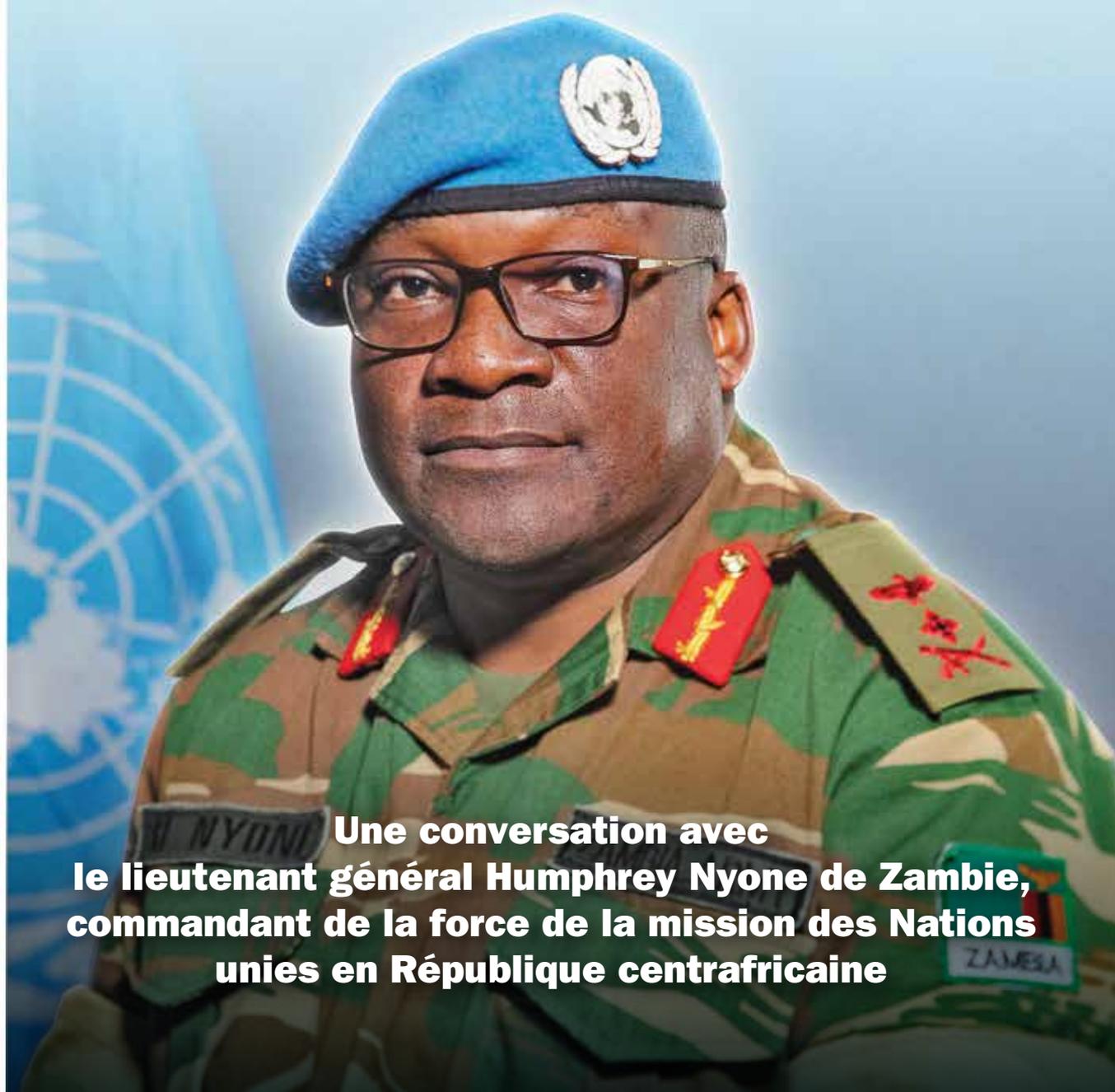
fondamental affronté par les gouvernements pour contrer les drones terroristes : « N'importe qui peut militariser un drone. Nous vivons aujourd'hui littéralement dans l'âge de la "guerre fluide". »

À mesure que les pays africains continuent à combattre les groupes terroristes, ils doivent ajouter à leurs arsenaux une technologie anti-drone, selon Mme Allen. Elle pourrait inclure des brouilleurs de signal pour perturber la liaison radio entre les drones et leurs pilotes, et des lasers haute énergie pour abattre les drones en les faisant fondre en plein vol.

Les gouvernements africains devront œuvrer à l'avenir pour continuer à devancer la technologie des drones, qui avance rapidement, et les groupes qui l'utilisent, selon Mme Figueiredo.

Elle déclare à ADF : « Dans l'ensemble, à mesure que le coût de la technologie des drones devient plus abordable et qu'elle continue à évoluer et se propager à une cadence rapide en Afrique, il est probable que ces tendances s'accéléreront encore plus au cours des prochaines années. Il est donc probable que nous verrons d'autres groupes qui utiliseront des drones plus fréquemment et de façon de plus en plus diversifiée et sophistiquée sur le continent. » □

« DES RÉSULTATS TANGIBLES *pas seulement des palabres* »



**Une conversation avec
le lieutenant général Humphrey Nyone de Zambie,
commandant de la force de la mission des Nations
unies en République centrafricaine**

Le général Nyone arrive à Bangui (République centrafricaine) en juillet 2023.



PHOTOS DE MINUSCA

Le lieutenant-général Humphrey Nyone a commencé sa carrière dans les forces armées zambiennes en 1994. Il a assumé plusieurs rôles, notamment commandant du collège de commandement et d'état-major des services de Défense de Zambie, directeur général de l'Armée de terre de Zambie pour la doctrine politique et la stratégie, et commandant de la 1ère division d'infanterie. Il avait participé précédemment aux missions de maintien de la paix des Nations unies en République démocratique du Congo et en Sierra Leone. Il a été nommé commandant de la force de la mission de l'ONU en République centrafricaine (MINUSCA) en mai 2023. Il a parlé à ADF par vidéoconférence depuis Bangui. Ses remarques ont été modifiées pour raison de longueur et de clarté.

ADF: Le mandat de la MINUSCA a été prolongé jusqu'en novembre 2025, alors même que d'autres missions des Nations unies sur le continent ont été forcées de prendre fin ou ont fait face à une résistance de la part des pays hôtes. Comment la MINUSCA peut-elle satisfaire à son mandat et conserver le soutien du public ?

Général Nyone : Dans le secteur du maintien de la paix, selon mon expérience, la plupart des gens font confiance à la mission s'ils constatent des résultats tangibles. Les résultats tangibles développent la confiance du public et je pense que c'est ce que nous faisons à la MINUSCA. Depuis le moment où j'ai rejoint la mission, nous avons vraiment encouragé cette confiance.

Que faisons-nous donc sur ce point ? En premier lieu, la protection des civils. Dans la plupart des zones où il existait des concentrations d'éléments armés, nous avons établi notre empreinte. Et c'est ce que les gens veulent voir.

En deuxième lieu, Valentine Rugwabiza, représentante spéciale du secrétaire général [RSSG], a déployé ses efforts pour vraiment revitaliser le processus de paix.

Elle travaille dur parce que ce processus était moribond pendant deux ans. Nous constatons maintenant qu'il prend vie et nous pouvons reconnaître les progrès.

En troisième lieu, l'un des problèmes persistants du conflit est la question de la transhumance [le mouvement des animaux vers les terres de pâturage]. La plupart des animaux sont amenés depuis le Soudan ou les pays environnants vers les abattoirs de Bangui. C'est un commerce mais, au cours des années, ils ont été pris pour cible par les éleveurs et aussi par les groupes armés. La RSSG a pu parrainer certains des comités de transhumance dans la plupart des préfectures. Vers la fin de l'an dernier, un grand nombre de conférences sur la transhumance ont été conduites au niveau des préfectures, parrainées par la mission. Le résultat est que certaines mesures physiques ont été prises pour soutenir les forces de sécurité internes dirigées par la police de l'ONU. Elles travaillent de concert avec la gendarmerie de Centrafrique et la police nationale, et nous soutenons aussi cet effort pour assurer de combattre ce type particulier de transhumance.

Il y a aussi la question de la réconciliation. La cohésion sociale est importante dans ce pays. La ligne de

clivage était très vivide. Le conflit avait une nature sectaire. Vous pouvez constater le clivage séparant les gens en fonction de la religion ou l'éthnie. Beaucoup d'efforts sont déployés pour réunir les gens. Ceci se fait au niveau du terrain, où les chefs de bureau supervisent les programmes locaux de réconciliation pour améliorer la cohésion sociale.

Finalement, nous agissons dans un environnement où il n'existe pas d'infrastructure. Il y a eu une dégradation totale de l'infrastructure. Je peux vous donner l'exemple du réseau routier. Je vous dirai que, pour voyager sur une distance de 500 km dans ce pays, vous nécessitez au moins quatre mois. Pour les voyages par avion, la plupart des aérodromes ont été inutilisés et nous avons dû les réhabiliter pour pouvoir accommoder le trafic aérien. Nous avons commencé à utiliser nos capacités techniques pour construire des ponts et pour les réparer ; nous effectuons beaucoup de nivellement sur les routes. Tout cela sert à assurer la productivité, la mobilité de la force et aussi les mouvements des communautés locales du point A au point B. C'est ce que nous avons fait parce que nous pensons que le maintien de la paix consiste à développer la confiance du public. Les gens doivent constater des résultats tangibles, pas seulement des palabres.

ADF : Quelle est la stratégie actuelle de la MINUSCA pour protéger les civils contre les préjudices, et comment a-t-elle changé au cours des années ? Avez-vous des preuves récentes de succès ?

Général Nyone : Nous savons que la protection des civils est toujours une entreprise multidimensionnelle. Ce n'est pas seulement la force ou les gens portant un uniforme ; ce sont toutes les entités de la mission.

Nous avons une stratégie en trois phases : la première phase concerne la protection par le dialogue et l'engagement. Nous encourageons le dialogue pacifique et nous soutenons les prochaines élections. La deuxième phase

concerne la protection physique. C'est là que nous jouons un rôle crucial en tant que force. Lorsque j'ai assumé ce poste, cette mission était éparpillée dans de nombreuses bases opérationnelles temporaires (TOB). Elles étaient plutôt devenues des forteresses militaires. La force n'avait pas la flexibilité nécessaire pour pouvoir conduire des patrouilles et dissuader l'influence de ces éléments armés. Nous avons dû changer notre présence pour être plus mobiles. Nous avons décidé de fermer plus de 48 TOB. Nous avons amélioré notre alerte précoce, amélioré notre réponse aux alertes ; nous conduisons davantage de patrouilles de dissuasion. La troisième phase de notre stratégie est la création de cet environnement protecteur. Ceci est réalisé principalement par nos collègues du secteur humanitaire. Nous avons un afflux élevé de réfugiés, en particulier dans la Vakaga, en provenance de la région Nord-Est du pays. Ils y viennent à cause de ce qui se passe au Soudan, où les combats ont repris. Chaque semaine, nous recevons au moins 1.000 réfugiés. Nous en avons maintenant 23.000 et comparé à la population de Birao, elle a seulement 16.000 habitants, donc nous avons plus de réfugiés que d'habitants. Ceci crée un problème en termes de ressources. Nos collègues humanitaires sont vraiment exténués et la force les appuie pour fournir des escortes de sécurité et une intervention en temps opportun.

ADF : Mme Rugwabiza, la RSSG et chef de mission, a fait appel à une « posture proactive et préventive » des forces de la MINUSCA. Qu'est-ce que cela signifie en termes de positionnement de vos gardiens de la paix et de leur riposte aux menaces ?

Général Nyone : La force est un mélange. Nous provenons de pays différents qui contribuent des soldats, et les forces ont des doctrines différentes, des cultures différentes, des états d'esprit différents et des postures différentes à cause de leur entraînement. Lorsqu'elles arrivent ici, vous devez avoir une unité d'objectifs.



Les gardiens de la paix de la MINUSCA protègent les civils de la RCA sur une voie rurale.

Lorsque la RSSG a donné ce discours, elle a voulu parler du changement du concept opérationnel de la force pour se pencher davantage sur les opérations qui sont liées à une réponse proactive et aussi sur la dissuasion. Pour réaliser cela, nous devons d'abord travailler sur notre système d'alerte précoce. Nous avons beaucoup de cahot que nous devons résoudre avec l'aide de nos collègues des affaires civiles, du chef d'état-major de la mission et aussi de nos chefs de bureau. La force peut répondre efficacement, mais seulement si le système d'alerte précoce est robuste. Sans recevoir ces informations requises, les choses deviennent très difficiles. Nous voulions passer de la réactivité à la proactivité. Nous avons aussi considéré l'état d'esprit et la posture de nos forces. Certains contingents étaient réticents à prendre des risques. Nous avons travaillé là-dessus, et c'est pourquoi nous pouvons maintenant pénétrer dans les zones qui ont été des bastions de l'Union pour la paix [groupe rebelle]. Nous intervenons dans ces zones en utilisant même les transports aériens, les insertions par hélicoptère. Vous pouvez faire cela seulement avec une force robuste qui n'est pas réticente à prendre des risques, qui a une bonne posture et qui est prête à réagir si quelque chose se produit.

ADF : La MINUSCA s'est efforcée d'améliorer l'infrastructure routière de la RCA. Les ingénieurs de l'ONU ont construit ou réhabilité plus de 2.000 km de routes, 131 ponts et 37 pistes d'atterrissage au cours des deux dernières années. Quelle est l'importance de la prospérité du commerce pour avoir une paix durable dans le pays, et quel est le rôle joué par les gardiens de la paix pour protéger cela ?

Général Nyone : Au début de cette mission, le concept du soutien opérationnel était un concept rationalisé qui s'appuyait principalement sur des sous-traitants. Mais à mesure que la mission s'est développée, nous avons réalisé que nous n'avions pas l'infrastructure nécessaire pour le soutenir. Les routes ne pouvaient pas soutenir la mobilité de la force ou les mouvements des habitants. Les pistes d'atterrissage n'étaient pas maintenues et ne pouvaient pas soutenir les ressources aériennes telles que [l'avion-cargo] C-130, qui pouvait atterrir seulement dans deux zones de la mission. La mission n'était pas prête. Ce pays a près de 623.000 kilomètres carrés et il est traversé par des fleuves. Il est vaste. Comment donc soutenir les troupes ? Comment assurer la protection des civils ? Comment étendre l'autorité de l'état. C'est devenu très difficile. Ce que nous avons fait, c'est d'utiliser les capacités à notre disposition. Nous avons cinq unités militaires du génie. Ces unités ont des capacités horizontales et verticales pour construire des bâtiments ainsi que des routes, des ponts et des pistes d'atterrissage. Les 2.000 km de route qu'elles ont réhabilités permettent aux rations alimentaires et autres fournitures d'être livrées à nos soldats sur le terrain. Les capacités de piste d'atterrissage signifient que les C-130 sont capables d'atterrir là-bas. Cela a facilité la rotation des troupes. Cela a aussi permis aux représentants du gouvernement de se rendre dans

plus de sites et visiter la population. Les acteurs humanitaires emploient ces mêmes routes.

Ce pays est axé sur une route principale (MSR 1) qui relie le port de Douala (Cameroun) à Bangui. Assez récemment, la mission a eu des problèmes. La route avait été coupée par des bandits armés. Ils avaient en fait bloqué la route pendant deux semaines. Nous ne pouvions pas obtenir de livraisons de Douala. Beaucoup d'efforts ont été nécessaires pour expulser ces bandits armés et ouvrir cet accès. Ensuite, nous avons affecté deux contingents à cette MSR. Mais nous avons pensé : « Sommes-nous certains que nous n'aurons pas un autre problème de ravitaillement ? » Aussi, nous avons œuvré pour ouvrir une autre route, la MSR 4, qui relie le Kenya par le Soudan du Sud à Bambouti et Obo, afin de pouvoir l'ouvrir en cas de fermeture de l'autre route, quelle qu'en soit la raison.



Le personnel médical de la MINUSCA fournit gratuitement des soins de santé à plus de 350 personnes lors d'un événement dans le district PK5 de Bangui.

ADF : De nombreux Centrafricains sont toujours déplacés. On estime que 465.000 personnes sont des déplacés internes, et 675.000 sont des réfugiés dans d'autres pays. Que peut faire la MINUSCA pour créer les conditions nécessaires pour que ces gens rentrent chez eux ? Êtes-vous préoccupé par le nombre de réfugiés qui pourrait augmenter et par la violence qui se propagerait à cause de la guerre au Soudan ?

Général Nyone : Je vais commencer par la deuxième partie de votre question. Nous sommes vraiment préoccupés. Le pays est toujours stressé et, maintenant, vous avez un afflux de réfugiés qui paralyse complètement toutes les ressources qui seraient disponibles. Deuxièmement, il existe des effets de contagion. Nous voulons nous assurer que la guerre entre factions différentes et entre pays différents n'atteindra pas la RCA. Sinon, cela changerait la dynamique de sécurité et altérerait nos efforts de stabilisation.

Les déplacés internes et ceux qui retournent – oui, nous en avons beaucoup mais les statistiques ont baissé dramatiquement. La plupart vivent dans les communautés



Les ingénieurs de la MINUSCA ont amélioré les pistes d'atterrissage et les routes, ce qui accroît la capacité de mouvement des gardiens de la paix dans le pays.

hôtes. La plupart d'entre eux ne vivent pas dans des camps, mais pour ceux qui vivent dans les camps, les agences humanitaires sont là pour fournir l'eau, la nourriture et les médicaments. Où qu'il y ait des déplacements, nous fournissons des escortes. Nous œuvrons étroitement avec nos collègues de l'agence onusienne des réfugiés.

ADF : Les gardiens de la paix de la MINUSCA ont fait face à la menace des attaques par EEI. La première attaque documentée s'est produite en 2020, et une autre attaque meurtrière s'est produite au début 2024. Le pays affronte aussi la menace des mines terrestres et des munitions non explosées. Comment est-ce que vos effectifs combattent cette menace ?

Général Nyone : Lorsque cela a commencé à se produire, nous avons peur que ça se propagerait à travers la mission. Mais c'est limité au secteur Ouest et le nombre des incidents est en baisse. Notre première question était : d'où viennent les mines, existe-t-il un champ de mines

terrestres qui est exploité ? Deuxièmement, où sont les réseaux ? Parce que lorsque vous bouchez la source, vous pouvez être plus sécurisé.

Qu'avons-nous fait ? En travaillant étroitement avec nos collègues du Service de la lutte antimines des Nations unies (UNMAS), nous avons développé les capacités de nos contingents. Nous avons demandé des véhicules résistant aux mines pour les contingents du secteur Ouest. Nous avons aussi bâti une capacité de recherche et détection au sein de ces contingents. Nous avons demandé une compagnie d'élimination des munitions explosives (EOD) et le quartier général de l'ONU a rapidement accéléré le déploiement de la compagnie EOD cambodgienne. Au début 2024, la RSSG a sanctionné un projet pilote. Nous avons réalisé que nous avions des lacunes de connaissance. Puisque les victimes n'étaient pas seulement des gardiens de la paix mais aussi, pour la plupart, des civils qui utilisaient ces mêmes routes, l'UNMAS a passé deux mois à sensibiliser la population locale du secteur Ouest en créant des réseaux d'alerte de sorte qu'ils puissent nous avertir en cas de suspicion quelconque d'EOD.

ADF : Vous essayez donc de faire en sorte que les habitants locaux aident à mettre fin à ces attaques ?

Général Nyone : Je vais vous donner un exemple. Lorsque nous avons eu un incident à Nzakoundou en décembre 2023 [où 23 civils ont été tués], je me suis envolé vers la localité pour évaluer l'ampleur de l'attaque. Nous avons parké notre hélicoptère à environ 3 km de distance et nous avons marché sur cette distance jusqu'au village, puis nous sommes retournés. Pendant que je revenais du village, j'ai rencontré la patrouille camerounaise que nous avons activée. Les civils qui se cachaient dans la brousse nous ont vus et ont commencé à venir vers nous, et nous avons interfacé avec eux pendant une heure environ en les assurant de notre soutien. La patrouille, qui revenait sur la même route, a été frappée par un EEI et nous avons perdu un gardien de la paix. Cinq autres ont été blessés. Plus tard, les habitants locaux nous ont dit qu'ils avaient vu deux éléments armés à cheval qui posaient l'engin. Ils



Une unité cambodgienne d'élimination des munitions explosives de la MINUSCA dégage une route.

les ont vus poser l'engin, puis ils sont partis. Nous avons déterminé qu'il existait une lacune en termes d'alerte. Nous avons lancé ce projet pilote et nous enregistrons beaucoup de résultats positifs. Nous recevons beaucoup d'information de la part des habitants locaux.

ADF : La MINUSCA aidera à sécuriser le pays pour les prochaines élections législatives et présidentielles. Quel est le rôle que les gardiens de la paix joueront dans ce processus, et pourquoi est-ce important ?

Général Nyone : Cette mission va être évaluée en termes de performance si ces élections se passent bien. Nous ne laissons rien au hasard. Une élection est une compétition entre ceux qui briguent ou postulent le pouvoir politique. Nous devrions nous souvenir que la RCA avait tenu des élections locales en 1988. Depuis lors, tous les postes locaux de leadership, tels que les maires, ont été nommés par la présidence. Cela faisait partie intégrante [de l'accord de paix signé en 2019] de tenir ces élections pour que la population locale puisse élire ses propres leaders. La MINUSCA fournira non seulement le soutien technique, logistique et sécuritaire, mais elle examinera aussi d'autres groupes marginalisés, notamment les femmes, pour assurer que ces groupes participent aux élections, non seulement en votant mais aussi pour ceux qui souhaitent accéder au leadership.

Nous avons un plan pour sécuriser les élections. Nous avons déjà accompli la première phase de l'inscription des votants ; nous passons à la deuxième phase et nous œuvrons étroitement avec les forces nationales, la police et la gendarmerie pour assurer que ces élections ne soient pas perturbées.

ADF : On relate de façon très générale que les mercenaires russes continuent à être actifs dans le pays et qu'ils contrôlent l'accès à certaines régions productrices de minerai. Comment les mercenaires étrangers affectent-ils votre mission ? Avez-vous la capacité d'être actif partout dans le pays ?

Général Nyone : Nous avons notre mandat et des objectifs clairs. Oui, ils sont actifs dans cet environnement. C'est un environnement contesté en ce sens que nous ne sommes pas les seuls acteurs. Nous avons aussi les Forces armées centrafricaines [FACA] et nous avons des groupes armés dans le même espace. C'est un espace contesté mais notre obligation consiste à satisfaire à notre mandat dans cet espace contesté. Nos partenaires de sécurité sont les FACA, donc nous collaborons avec elles, pas avec tout autre groupe. Dans ce pays ou dans cette mission, il n'existe pas de zone qui soit dépourvue de notre présence. Nous avons le mandat de traverser

la RCA et nous l'avons fait. Même dans les zones dont l'accès est difficile ou qui sont contrôlées par des groupes armés, nous avons fait des percées.

ADF : Quels sont vos objectifs pour le reste de votre affectation en tant que commandant de la force ?



La protection des civils et le renouvellement de la confiance du public sont deux objectifs majeurs du général Nyone en tant que commandant de la force.

Général Nyone : Mon objectif est de contribuer à l'héritage durable de maintien de la paix de la mission. Le meilleur héritage que nous puissions laisser est une paix durable. Lorsque j'observe la Sierra Leone aujourd'hui, je souris du fait de nos accomplissements là-bas. Et lorsque j'observe le Liberia, et ce qu'ont fait les autres missions de l'ONU, vous constatez les succès. C'est ce que j'espère. Comment puis-je contribuer à cet héritage de stabilité dans ce pays pour que les citoyens puissent à nouveau vivre une vie normale ? Une façon consiste à assurer de soutenir les objectifs stratégiques de la RSSG, notamment l'extension de l'autorité de l'État. Il devient très difficile de stabiliser un pays si des groupes armés sont actifs dans certaines régions. Ce que nous faisons, c'est de suivre la meilleure approche. Étendre l'autorité de l'État, assurer que le gouvernement puisse être actif dans ces régions, soutenir le déploiement des FACA et la capacité des FACA pour pouvoir assumer la responsabilité de la sécurité du pays. Je pense que ce sont mes objectifs. Et si je suis capable de contribuer à cela, lorsque je rentrerai chez moi, je regarderai en arrière et je sourirai parce que je pourrai dire : « Nous avons fait quelque chose. » □

LES GROUPES TERRORISTES S'ADAPTENT POUR MAINTENIR LEUR LÉTALITÉ

En faisant écho aux doléances locales et étendant leurs sources de revenu, les extrémistes échappent aux efforts de contre-terrorisme

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

L'Afrique a de loin la plus jeune population de tous les continents : environ 40 % de sa population, ou près de 600 millions, ont 15 ans ou moins. C'est l'auditoire principal ciblé par les groupes militants, et l'une des nombreuses raisons pour lesquelles les experts pensent qu'il est si difficile de vaincre l'extrémisme en Afrique.

Le professeur Barend Prinsloo déclare à ADF : « Les groupes terroristes prennent pour cible une population vulnérable et influençable. Les attaques contre les villages s'accompagnent souvent de l'assassinat des aînés, alors que les jeunes sont faits prisonniers ou endoctrinés mentalement. Ce jeune segment démographique massif fournit une source pratiquement illimitée de recrues. »

Le professeur Prinsloo, chef de programme de sécurité internationale et nationale à l'université sud-africaine du Nord-Ouest, qualifie les groupes terroristes d'organisations opportunistes qui exploitent toutes les doléances sociétales qu'elles rencontrent.

Dans la province mozambicaine du Cabo Delgado, un groupe affilié à l'État islamique (Daech) a eu du succès en tirant profit de la négligence politique dans la région. Dans les provinces rétives de l'Est de la République démocratique du Congo, de multiples groupes extrémistes se font passer pour des « combattants libérateurs ».

« En Somalie, déclare le professeur, les chebabs mélangent des idées nationalistes avec leurs objectifs islamistes. Et en Afrique de l'Ouest, les groupes djihadistes obtiennent un soutien en rejetant l'influence étrangère, en particulier celle provenant des anciennes puissances coloniales. »

Caleb Weiss, analyste pour la Foundation for Defense of Democracies et la Bridgeway Foundation, dit que les groupes extrémistes violents sont résilients parce qu'ils appartiennent à un mouvement idéologique. Leurs chefs

sont aptes à employer des messages et des directives de la religion conçus pour un auditoire mondial et à les adapter à un contexte local. Les doléances locales sont facilement cooptées pour attirer les recrues.

M. Weiss déclare à ADF : « Beaucoup d'activités des groupes djihadistes sur le terrain concernent essentiellement des campagnes de relations publiques, ce qu'ils appellent la "da'wah" ou invitation en langue arabe. Ceci aide à développer un soutien public et les intègre encore plus dans les environnements locaux. Résultat : les campagnes exclusives de contre-terrorisme peuvent rarement en tuer suffisamment pour résoudre ce problème. »

Le professeur Prinsloo explique pourquoi une approche uniquement militaire au contre-terrorisme a des difficultés pour gagner les cœurs et les esprits des gens affectés par les groupes terroristes.

« Les groupes terroristes comptent sur la guerre asymétrique, en ignorant les règles conventionnelles des droits de l'homme, ce qui fait ressembler de plus en plus le terrorisme africain à une guerre civile. Cette dynamique amplifie l'idéologie extrémiste de ses origines, en transformant le conflit en lutte profondément personnelle et moralement influencée pour beaucoup de ces jeunes combattants. »

DE NOUVELLES ALLIANCES

Le financement des groupes militants continue à évoluer. Leurs objectifs sont souvent alignés avec les résidents et les groupes engagés dans le commerce illicite et le crime organisé. Toutes les parties se responsabilisent mutuellement et s'habilitent à réaliser leurs buts, dit le professeur.

« Leurs motifs sont souvent axés sur les ressources et le financement : recruter les gens, contrôler les commodités et, de plus en plus, contrôler des territoires tout en jouant le rôle d'un quasi-gouvernement. Dans cet espace, les

syndicats du crime transnational organisé deviennent les fournisseurs et les facilitateurs de ces groupes terroristes. »

Les sources de financement des groupes terroristes africains sont restées essentiellement les mêmes au cours des dernières années : taxation illégale, pillage, extorsion, sociétés de façade, enlèvements contre rançon et donations.

M. Weiss déclare : « Elles sont toujours incroyablement fréquentes. Ce qui a évolué concerne plutôt les méthodes de blanchiment et de mouvement d'argent. Oui, les anciens réseaux hawala [transfert d'argent] éprouvés et les comptes d'argent mobiles sont toujours très actifs pour transférer l'argent mais les choses comme la cryptomonnaie deviennent plus populaires. »

Son alignement avec des groupes de bandits dans la région centrale du Nigeria a permis à un groupe séparatiste de Boko Haram de rester pertinent et opérationnel. Mais les enlèvements et les attaques révèlent que le financement est au cœur de cette alliance. James Barnett, associé de recherche de l'Hudson Institute au Nigeria, déclare que les habitants locaux ne peuvent plus distinguer les bandits des terroristes.

Il écrit dans une enquête pour HumAngle, quotidien en ligne basé à Abuja qui se concentre sur l'insécurité : « Étant donné ce que l'on sait déjà sur la nature du banditisme au Nigeria, il semble probable que le panorama du militantisme sur l'axe Niger-Kaduna est quelque peu fracturé, avec de multiples groupes armés dont les motivations pourraient varier et les alliances pourraient changer. »

UNE NOUVELLE MENACE

À la suite d'un atelier régional au Rwanda pour contrer les activités terroristes sur l'Internet, les responsables onusiens ont déclaré que certains groupes terroristes

avaient appris à exploiter l'espace virtuel pour en tirer profit. « Au cours du temps, certains l'ont maîtrisé pour créer une présence en ligne vaste et sophistiquée, dans le but de radicaliser, recruter, rançonner et collecter des fonds », a dit l'ONU.

Charley Gleeson, analyste du renseignement de source ouverte à l'initiative mondiale Tech Against Terrorism, a déclaré : « Il est de plus en plus difficile de contrer l'utilisation terroriste de l'Internet car les terroristes migrent vers des sites de niche ou cachés de l'Internet, ce qui rend leurs activités plus difficiles à identifier et perturber. C'est pourquoi cela peut seulement être fait efficacement avec la collaboration entre le secteur technologique, les gouvernements et la société civile pour assurer que les droits de l'homme et les libertés démocratiques soient respectés. »

Les responsables de l'atelier disent que la coopération régionale sera nécessaire pour combattre le cyberterrorisme.

« La lutte contre l'utilisation de l'Internet à des fins terroristes ne pourrait pas être gagnée par un seul pays », déclare Isabel Kalinhangabo de l'Office rwandais d'investigation.

Les experts avertissent aujourd'hui que les extrémistes ont commencé à se tourner vers le cyberterrorisme en utilisant des ordinateurs et des réseaux à des fins politiques, idéologiques ou autres. Les extrémistes emploient des attaques sophistiquées pour gagner accès aux réseaux, où ils peuvent rester sans être détectés et dérober des données. Ils emploient des virus informatiques, des vers ou des maliciels pour cibler les systèmes TI, les réseaux électriques, les systèmes de transport et autres. Ils utilisent des stratégies d'ingénierie sociale et des campagnes d'hameçonnage pour duper les gens afin qu'ils divulguent des informations de valeur.



Une unité nigériane de contre-terrorisme se rassemble à la Commission électorale nationale indépendante à Port Harcourt en 2019, avant les élections générales du pays.

LA TERREUR SE PROPAGE DANS LES POINTS SENSIBLES RÉGIONAUX

Au cours des dernières années, cinq régions d'Afrique ont été des focus de la violence extrémiste, selon un rapport d'Août 2024 du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) :

LE SAHEL : La région qui enregistrait il y a dix ans le moins de décès en a subi le plus au cours des trois dernières années.

Le centre signale : « Les 11.200 décès au Sahel [jusqu'au 30 juin] en 2024, soit le triple de 2021, représentent maintenant plus de la moitié de tous les décès enregistrés sur le continent. La violence des forces de sécurité contre les civils s'est constamment avérée un encouragement pour le recrutement des groupes extrémistes violents. Les juntas militaires sahéliennes et leurs milices alliées ont tué plus de civils (2.430) l'an passé que les groupes islamistes militants (2.050). »

Les experts onusiens notent « un déficit des capacités de contre-terrorisme », que les affiliés d'Al-Qaïda et de l'État islamique (Daech) continuent à exploiter.

LA SOMALIE : Les chebabs y sont depuis vingt ans et ils ont fait de ce pays chancelant le deuxième champ de bataille le plus actif du continent depuis les trois dernières années. Le nombre de décès signalé en 2024 est 6.590, soit plus du double du chiffre de 2020, selon le centre. Les chebabs restent une présence massive en Somalie, alors que le groupe Daech-Somalie a été responsable pour moins d'un pourcent de l'activité terroriste en Somalie et au Kenya en 2024.

Malgré de lourdes pertes dues aux frappes aériennes et aux opérations militaires, les chebabs demeurent résilients. On estime qu'ils ont entre 7.000 et 12.000 combattants et perçoivent 100 millions de dollars par an, principalement par taxation à Mogadiscio et dans le Sud de la Somalie, selon les experts onusiens.

LE BASSIN DU LAC TCHAD : Il y a dix ans, cette région était l'épicentre de la violence terroriste en Afrique, avec 67 % de tous les décès, soit 13.670 annuellement, selon le CESA. Le bassin inclut le Nord-Est du Nigeria et les zones frontalières du Cameroun, du Niger et du Tchad.

Le centre déclare : « La violence islamiste militante dans le bassin du lac Tchad a eu des hauts et des bas au cours des dix dernières

années. Les deux dernières années ont enregistré une hausse du nombre d'événements violents après une période de baisse. Toutefois, le nombre annuel de décès liés à ces événements est resté relativement uniforme, en général entre 3.500 et 3.800. »

L'Institut international d'études stratégiques (IIES) signale que l'insurrection extrémiste dans le bassin du lac Tchad est principalement centrée au Nigeria. Le groupe Ansaru affilié à Al-Qaïda et la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique sont les deux groupes dominants dans la région. Les attaques concernent de plus en plus des milices non extrémistes qui pratiquent le banditisme, les enlèvements et les vols de bétail. L'IIES déclare que ces milices « sont aujourd'hui plus meurtrières que les groupes djihadistes ».

LE MOZAMBIQUE : La province septentrionale du Cabo Delgado a observé avec horreur une insurrection locale qui s'était manifestée en 2017 et s'est transformée en groupe létal : Daech-Mozambique. Les opérations militaires multinationales ont dégradé les capacités du groupe mais le nombre d'événements violents et de décès a grimpé.

Le CESA écrit : « Les 250 événements et 460 décès projetés en 2024 représenteraient le double de la violence de l'année précédente. »

L'IIES signale que le Nord du Mozambique a subi une nouvelle hausse d'activités militantes dans les zones rurales en 2022, après une réduction de la violence à la suite des interventions de 2021 par les soldats rwandais et sud-africains qui avaient réussi à chasser les militants hors des localités principales du Cabo Delgado.

L'AFRIQUE DU NORD : Du 30 juin 2014 au 30 juin 2015, il y a eu 3.650 décès dus au terrorisme en Afrique du Nord, seconde région du continent. Aujourd'hui, la région a le nombre le plus bas de décès signalé dans les cinq régions.

Le CESA écrit : « Pour la première fois cette année depuis 2010, il n'y a pas eu d'événement violent lié aux groupes islamistes militants en Égypte. Les Nations unies pensent qu'ISL (État islamique - Libye) et Al-Qaïda ont toujours des combattants dans le Sud du pays, bien qu'ils semblent se concentrer sur les profits produits par l'économie illicite. »



Des incidents mortels de violence extrémiste continuent à tourmenter le bassin du lac Tchad.



Les chebabs terrorisent la Somalie depuis deux décennies avec leurs attaques meurtrières.

Une étude de 2024 montre que les pays en développement, en particulier ceux d’Afrique, sont utilisés comme bancs d’essai pour les cyberattaques à cause de leur niveau relativement faible de sécurité informatique. En 2023, le nombre moyen de cyberattaques hebdomadaires contre les entreprises africaines a augmenté de 23 % comparé aux années précédentes, la plus rapide augmentation au monde, selon l’évaluation des cybermenaces en Afrique 2024 par Interpol. Les logiciels de rançon et la corruption des courriels d’affaires sont en tête de la liste des menaces sérieuses.

L’analphabétisme numérique, l’infrastructure vieillissante et un manque de professionnels de la sécurité présentent des défis pour empêcher les pertes économiques au cybercrime, selon un rapport de 2024 d’Access Partnership et du Centre for Human Rights à l’université de Pretoria.

Nicole Isaac, vice-présidente de la politique publique globale pour la société technologique géante Cisco, déclare que « l’Afrique fait face à un impact très important dû aux cybermenaces, comparé à tout autre continent ». La circulaire de cybersécurité Dark Reading signale qu’elle a dit que presque tous les dirigeants financiers d’Afrique « considèrent que le cybercrime est une menace importante, avec les conditions macro-économiques et l’instabilité politique et sociale. »

DES DONNÉES TROUBLANTES

Lors d’une conférence au sommet sur le contre-terrorisme à Abuja en 2024, le président de l’Union africaine Mousa Mahamat a mis en lumière des statistiques qui donnent à réfléchir : le continent a subi en moyenne huit incidents et

enregistré 44 décès quotidiens en 2023. On a recensé plus de 16.000 décès, y compris plus de 7.000 civils et plus de 4.000 membres des forces de sécurité.

« Le terrorisme et l’extrémisme violent sont les pires fléaux de notre époque ; ils se propagent dans toutes les cinq régions d’Afrique », a-t-il dit.

Les menaces posées par les organisations extrémistes violentes sur le continent sont en évolution constante, car Al-Qaïda et Daech, les deux plus proéminentes, exploitent « un déficit de capacité de contre-terrorisme », selon un rapport de 2024 par un panel d’experts onusiens. Ils ont écrit : « La situation devient toujours plus complexe à cause de la fusion des disputes ethniques et régionales avec le programme et les opérations de ces groupes. »

Pendant la conférence, la sous-secrétaire générale des Nations unies Amina J. Mohammed a fait appel aux pays dans et près des points sensibles violents d’Afrique pour qu’ils œuvrent avec l’ONU et les autres organisations internationales afin d’adresser les causes fondamentales du terrorisme, telles que le manque d’opportunités économiques. Elle a ajouté que les gouvernements africains doivent restaurer leur « contrat social » ou leur connexion avec les communautés et les gens.

Le professeur Prinsloo est l’un des experts qui pensent que les opportunités de dialogue avec les groupes extrémistes devraient être explorées.

« Un engagement gouvernemental respectueux et formel avec certains groupes terroristes pourrait offrir un moyen de réduire les doléances personnelles au cœur de cette violence, en nous permettant de nous concentrer plus efficacement sur la réponse à l’idéologie extrémiste proprement dite », a-t-il déclaré. □

À la croisée des chemins du CONFLIT

PERSONNEL D'ADF

La localité éloignée de Birao, en République centrafricaine, est située près des frontières du Tchad et du Soudan. De ce fait, elle a vu passer des milliers de réfugiés qui fuyaient la guerre civile du Soudan de l'autre côté de la frontière.

Une femme appelée Fatma a déclaré à l'Agence des Nations unies pour les réfugiés : « Je suis partie seulement avec mes enfants et les vêtements que nous portions. Nos possessions, notre foyer, nous avons dû tout laisser en arrière. » Elle rappelait son périple depuis Nyala, dans l'État soudanais du Darfour du Sud, vers Birao. Des centaines de milliers de gens ont franchi les frontières pour aller chercher la sécurité depuis le début de la guerre civile soudanaise en avril 2023. Beaucoup ont fui au Tchad ou en Égypte. Plus de 16.000 sont entrés en RCA, laquelle n'est pas

dépourvue de problèmes. Birao constate depuis plus de cinq ans un conflit entre des groupes ethniques rivaux. Plus de 24.000 personnes se sont enfuies de la ville pour se rendre dans des camps pour personnes déplacées, selon le groupe humanitaire privé sans but lucratif Acted. Au milieu de ce mélange de conflit et de bouleversement se trouve la mission multidimensionnelle intégrée de l'ONU pour la stabilisation en République centrafricaine. Plus de 16.000 soldats en uniforme et policiers participent à la mission, y compris plus de 700 de la Force de défense de Zambie. Le contingent de Zambie a passé août 2024 à conduire des patrouilles dans les environs de Birao, en rencontrant les civils et les propriétaires de commerce pour bâtir des relations. Les forces de Zambie participent à la mission depuis 2015.





Un enfant salut les gardiens de la paix zambiens en patrouille à l'extérieur de Birao en août 2024. AFP/GETTY IMAGES

La neutralisation *de la* **MENACE**

Les engins explosifs
improvisés
prolongent les
conflits et détruisent
les vies. Comment
peuvent-ils être
stoppés ?

PERSONNEL D'ADF

Un soldat éthiopien
dégage les explosifs
sur une route de
Baïdoa (Somalie).

ATMIS

Depuis que l'Union africaine a lancé sa mission de stabilisation de la Somalie il y a presque vingt ans, une arme a provoqué le plus de dommages. À maintes reprises, le groupe terroriste des chebabs a utilisé des engins explosifs improvisés (EEI) pour fracasser la paix, propager la peur et faire dérailler les progrès.

Les terroristes installent des bombes, appelées aussi EEI, sur les routes principales d'approvisionnement, dans les marchés affairés et partout ailleurs. Le service de lutte antimines des Nations unies appelle ces bombes artisanales un « problème de 20 dollars nécessitant une solution de plusieurs millions ».

En 2007, la première année d'activité de la mission de l'UA, 57 attaques par EEI ont été

enregistrées en Somalie. En 2023, 600 attaques EEI ont conduit à 1.500 décès. Au début de l'insurrection, le groupe terroriste pouvait nécessiter un an pour construire un engin explosif improvisé monté sur véhicule (VBIED) et capable de tuer des dizaines de personnes. En date de 2023, les chebabs font exploser plusieurs VBIED chaque mois.

Le colonel Wilson Kabeera, commandant de l'école ougandaise d'ingénieurs de combat, déclare à ADF : « Les chebabs considèrent aujourd'hui les EEI comme leur arme principale préférée. Ils ont évolué avec le temps. » Le colonel ajoute que les premières bombes contenaient simplement 5 kilos d'explosifs déclenchés par une plaque de pression ; les EEI d'aujourd'hui peuvent posséder une charge explosive de 100 kilos.

Entre 2015 et 2022, les attaques par EEI se sont multipliées en Afrique de l'Est alors que les groupes terroristes ont pris pour cible les civils et le personnel militaire.



Source: Small Arms Survey

La Somalie n'est pas le seul point sensible des EEI. Les terroristes les emploient au Mozambique, au Sahel et dans le bassin du lac Tchad. Au Nigeria, les attaques par EEI menées principalement par Boko Haram sont la forme de violence la plus meurtrière, avec 84 % des décès civils dans les attaques terroristes. Au deuxième semestre 2024, les groupes extrémistes nigériens ont fait l'objet de manchettes dans les journaux pour avoir repris la tactique des attentats suicides. L'Afrique de l'Ouest a constaté une hausse dramatique d'attaques par EEI : de 4 incidents en 2013 à 540 en 2021.

Les experts pensent qu'il incombe à toute force armée faisant face à une insurrection d'investir dans la formation et la technologie anti-EEI, en particulier du fait que les civils constituent l'énorme majorité des victimes.

Sean Burke, chef du programme pour contrer les engins explosifs improvisés (C-EEI) de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique, déclare : « Les risques pour les civils sont très élevés. L'ensemble du problème est donc le suivant : si vous essayez de protéger votre population et d'établir ou de préserver la stabilité du pays, c'est l'un des risques qui doivent définitivement être traités. »

Devancer les adversaires

Un EEI est généralement défini ainsi : tout explosif qui n'est pas fabriqué industriellement ni produit de façon standardisée. Il est souvent fabriqué en assemblant manuellement des composantes qui ont été détournées de leur usage prévu.

L'emploi des EEI sur les champs de bataille remonte au 16ème siècle, lorsque les soldats creusaient des fosses appelées « fougasses » et les remplissaient d'explosifs afin

d'allumer une mèche et de les faire détonner lorsqu'un ennemi se rapprochait. Au cours des années, à mesure que les explosifs industriels tels que le TNT, la nitroglycérine et la poudre noire sont devenus largement disponibles, cette pratique a été plus répandue. Les EEI ont été utilisés dans la plupart des conflits depuis le 19ème siècle. Ils sont des outils favoris des groupes d'insurgés mondiaux engagés dans la guerre asymétrique.

En général, les EEI ont plusieurs composantes de base : une source d'énergie, un interrupteur qui arme l'engin, un amorceur qui l'allume et un agent explosif. Les différentes catégories sont les suivantes :

- **Les EEI commandés**, lorsque les malfaiteurs contrôlent l'explosion.
- **Les EEI temporisés**, conçus pour exploser à un certain moment et réglés par une méthode électrique ou chimique.
- **Les EEI actionnés par les victimes**, lorsque celles-ci marchent sur des plaques de pression ou coupent des fils piégés.
- **Les EEI projetés**, qui sont lancés vers les cibles envisagées.
- **Les EEI kamikazes**, qui sont détonnés par les attaquants pour les tuer eux-mêmes et d'autres.

Le colonel Kabeera déclare que les engins utilisés aujourd'hui coûtent moins cher, sont plus meurtriers et plus difficiles à détecter. Beaucoup sont télécommandés et ont une charge explosive conçue pour lancer un pénétrateur formé qui peut percer le blindage des véhicules. Le mécanisme de déclenchement peut être quelque chose qui est facilement disponible, comme une alarme de moto ou un téléphone mobile.

« Si vous essayez de protéger votre population et d'établir ou de préserver la stabilité du pays, c'est l'un des risques qui doivent définitivement être traités. »

~ Sean Burke, chef du programme pour contrer les engins explosifs improvisés de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Un soldat éthiopien inspecte la route pour déceler des explosifs potentiels pendant un exercice à Baidoa (Somalie). ATMIS



Un technicien tunisien d'élimination de munitions explosives s'entraîne au centre d'excellence C-EEI de Tunis. UNMAS



L'intention est de provoquer un maximum de carnage et de panique. Certaines bombes utilisées en Somalie sont conçues pour être activées lorsque les forces de sécurité passent sous un détecteur de métaux. Dans d'autres cas, des EEI secondaires sont disposés stratégiquement pour cibler le personnel médical et les premiers secouristes après une explosion initiale.

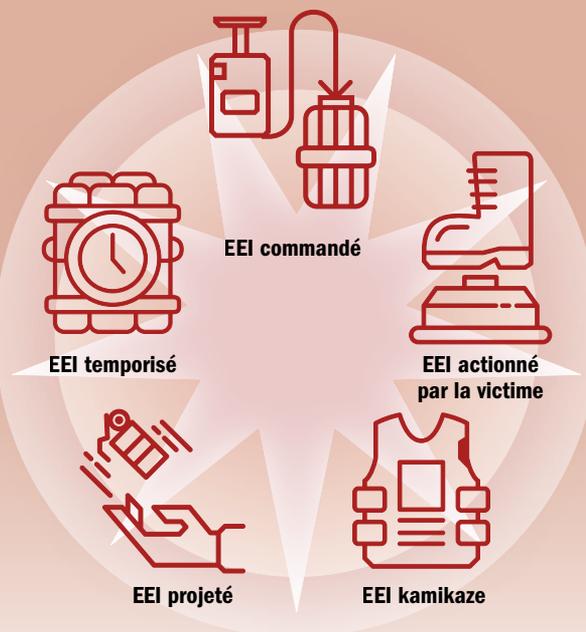
Les spécialistes C-EEI doivent constamment faire la course pour devancer la technologie et les tactiques des adversaires.

Le colonel Kabeera déclare : « La formation et son renouvellement doivent durer pendant toute l'opération pour contrebalancer la tendance humaine à l'auto-satisfaction. Grâce à la sensibilisation, la formation, le recyclage et la prise de conscience des menaces par les opérateurs C-EEI et les fantassins, tout le monde est sensibilisé à la situation et sait quoi faire. »

L'Ouganda s'est efforcé d'améliorer l'entraînement. Tous les soldats de la Force de défense du peuple ougandais (UPDF) déployés en Somalie suivent des classes sur l'élimination des EEI et des munitions, des cours de sensibilisation aux risques des explosifs et de détection des EEI sur les routes. Ces cours de perfectionnement sont fournis pendant tout le déploiement. L'UPDF forme aussi

◀ Des techniciens ougandais d'élimination des munitions explosives emploient un robot pendant un exercice en Somalie. ATMIS

Types d'engins explosifs improvisés

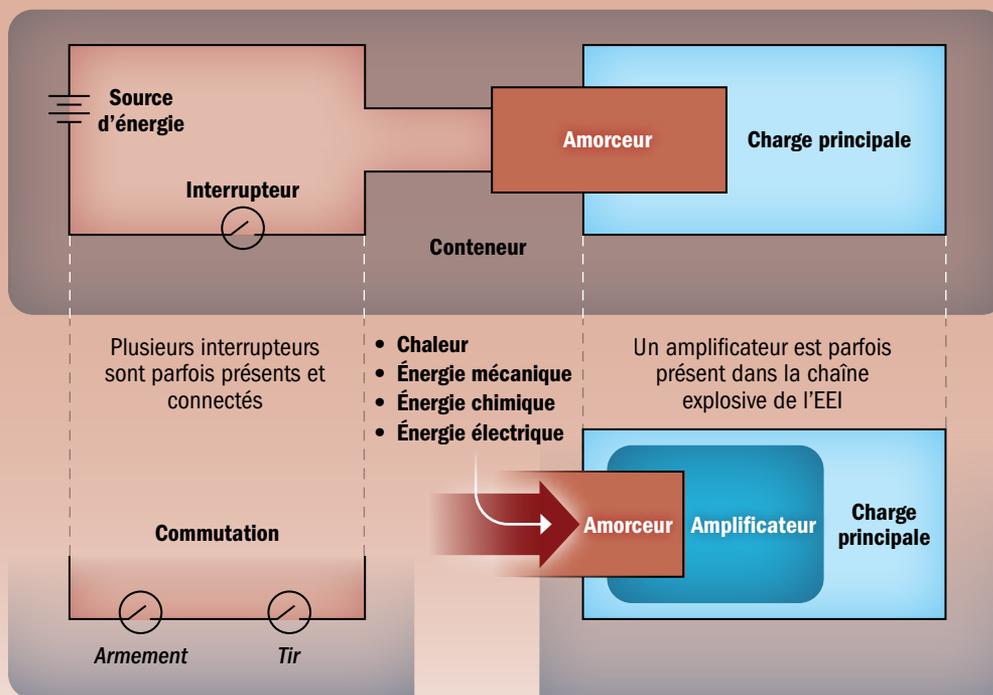


Source : Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement

Composition d'un EEI

Une EEI est en général constitué de cinq composantes : conteneur, interrupteur, amorceur, charge explosive et source d'énergie. Les groupes terroristes ont augmenté la complexité de ces engins au cours des dernières années, ce qui les rend plus difficiles à détecter et à vaincre.

LES CINQ COMPOSANTES COMMUNES À LA PLUPART DES EEI MODERNES



des experts dans les enquêtes suivant les explosions, les soins traumatiques de combat et les contre-mesures électroniques, entre autres.

Sur le champ de bataille, déclare le colonel, les soldats ont adopté une approche qui intègre les renseignements recueillis auprès des civils et la surveillance aérienne. Il y a des briefings sur les EEI fournis aux troupes avant toute opération, et des stratégies visant à protéger les zones libérées contre les attaques par EEI.

« Les progrès enregistrés par l'UPDF ont été très efficaces, mais ils sont insuffisants pour diminuer et vaincre

les groupes terroristes à eux seuls, sans la participation des partenaires. Un meilleur soutien des alliés et des partenaires est requis, et le mentorat utilisant des experts en la matière et fourni au personnel de l'UPDF pour éviter la perte des aptitudes est essentiel. Toutefois, l'approche C-EEI de l'UPDF a pourvu nos équipes avec les attributs corrects pour vaincre les EEI. »

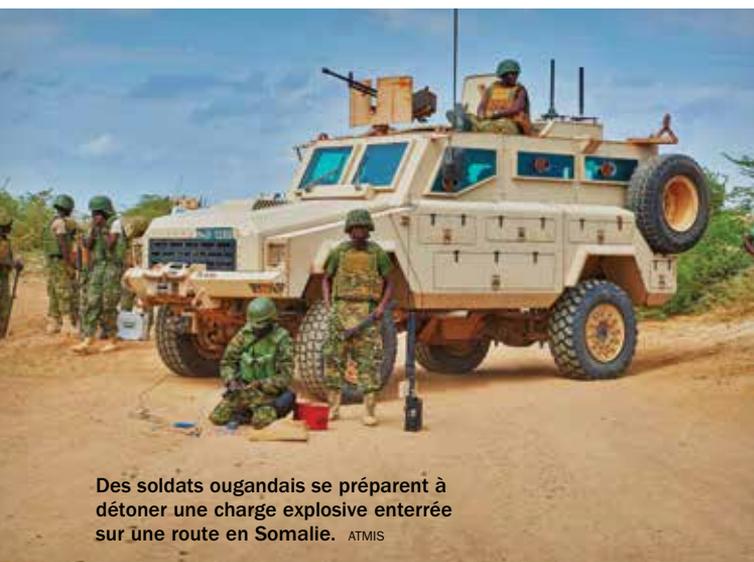
Un élan continental

Dans toute l'Afrique, les armées investissent dans la formation C-EEI avec des programmes d'études approfondies, de nouvelles installations et technologies. Les États-Unis et autres partenaires, notamment l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, ont essayé de standardiser la formation à l'aide de modules basés uniquement sur le programme d'études de l'ONU pour vaincre les EEI, qui offre une continuité de formation entre les partenaires.

La Tunisie est devenue un chef de file continental et enregistre des progrès pour établir le premier centre d'excellence C-EEI certifié par l'ONU en Afrique. Le centre de Tunis est pleinement pourvu en experts et capable d'enseigner l'ensemble des cours C-EEI et d'élimination des munitions explosives.

Le Kenya construit un centre de formation C-EEI à Embakasi dans son école de soutien à la paix humanitaire, qui offre déjà des cours aux étudiants militaires du continent. En août 2024, le Kenya a accueilli la 6ème conférence pour contrer les engins explosifs improvisés.

Le Sénégal élargit la formation C-EEI dans son centre de formation de déminage de Bargny et construit une



Des soldats ougandais se préparent à détoner une charge explosive enterrée sur une route en Somalie. ATMIS

Des soldats des forces de défense du Kenya détruisent un engin explosif improvisé par détonation contrôlée en Somalie. ATMIS



nouvelle école du génie militaire sur le même site. En 2023, les démineurs sénégalais ont été les premiers à suivre le cours onusien intermédiaire pour vaincre les engins explosifs improvisés, avec l'assistance des formateurs de l'Armée de terre des États-Unis.

Les défenseurs espèrent que l'augmentation de l'expertise locale permettra à des équipes de formateurs africains d'exporter les connaissances C-EEI sur le continent et que les nouvelles installations africaines offriront un meilleur accès à la formation.

Sean Burke déclare : « Ils commencent à partager les efforts de formation. C'est donc cela qui est important. Cela montre que nos partenaires africains ont l'expertise. »

Le démantèlement des réseaux

L'aspect le plus difficile du travail C-EEI est l'interruption de la chaîne logistique qui permet aux groupes extrémistes de produire les engins. La formation « Attaquer le réseau » est difficile parce que de nombreuses composantes utilisées dans les EEI simples ont aussi des applications civiles. Les articles tels que les amorces électriques, les cordons de détonation et les téléphones mobiles, et les précurseurs explosifs tels que le nitrate d'ammonium, sont nécessaires dans la construction, l'agriculture et autres secteurs. Toutefois, selon les experts, le ciblage des chaînes logistiques des EEI, des fabricants de bombes, des financiers et des ateliers est la seule façon de mettre fin au problème.

Sean Burke déclare : « Si vous n'essayez pas réellement de poursuivre les malfaiteurs et les fournisseurs et les financiers de tous ces gens, nécessaires pour soutenir ce genre d'opération, cela devient un jeu de la taupe et vous ne pourrez jamais les devancer. »

En Somalie, certains matériaux explosifs, précurseurs et articles tels que les détonateurs sont surveillés

et nécessitent des permis spéciaux d'importation. Mais les limites d'importation ont eu peu d'effet. Une évaluation a découvert qu'environ 60 % des explosifs utilisés dans les attaques des chebabs près de la frontière kényane ont été obtenus par la capture de munitions non explosées telles que les obus d'artillerie ou par le vol de munitions militaires.

Daisy Muibu et Benjamin Nickels écrivent pour le Combating Terrorism Center de West Point : « Les agents des chebabs n'ont pas besoin de se rendre à l'étranger pour les matériaux EEI de base, dont la plupart s'obtiennent localement. En plus des munitions non explosées qui abondent dans le pays après un quart de siècle de conflit, les chebabs obtiennent les charges principales des EEI auprès de leur ennemi. Grâce au vol et à l'achat de matériel disponible en Somalie, les chebabs ont tous les composants dont ils ont besoin pour les EEI. »

Les spécialistes C-EEI déclarent qu'ils ont besoin d'une formation forensique pour tracer l'origine des composants explosifs et mieux gérer et comptabiliser les stocks afin d'empêcher que les munitions militaires tombent dans les mains de l'ennemi. Il y a aussi le besoin des partenariats régionaux pour traquer les importations suspectes ou les mouvements des articles qui franchissent les frontières.

Les chercheurs du Small Arms Survey écrivent dans un rapport sur le trafic des composants des engins explosifs en Afrique de l'Ouest : « Une approche holistique est nécessaire et, pour qu'elle soit efficace, elle devrait couvrir une vaste région géographique. Sans approche synchronisée et commune au niveau régional, les trafiquants identifieront simplement de nouvelles sources clandestines et profiteront des lois et règlements faibles et incohérents pour acquérir les matériaux qu'ils souhaitent. Il existe peu d'inconvénients, et de nombreux avantages potentiels, pour adopter une approche régionale. » □



LA POLICE ET LE PEUPLE

**UNE FORCE DE POLICE DE PROXIMITÉ
ROBUSTE PEUT ÊTRE VITALE DANS LA
LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME**

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR ATMIS

Dans leur guerre de plusieurs années contre l'extrémisme violent en Afrique, les pays ont tenté de suivre une série d'approches. Les missions multinationales de maintien de la paix des Nations unies ont travaillé d'arrache-pied dans le Sahel et ailleurs pendant des années, en obtenant des résultats mitigés.



Des policiers somaliens nouvellement recrutés démontrent leurs aptitudes de contrôle de foule pendant une cérémonie marquant la fin de leur formation à Kismaayo.

De même, les forces de l'Union africaine et autres forces régionales ont œuvré inlassablement pour assurer la paix et la stabilité dans des lieux tels que la République démocratique du Congo, le Nord du Mozambique et la Somalie.

Chaque effort possède son mélange frustrant de succès et d'échecs, d'avancées et de revers. Les limitations des forces armées sont évidentes : elles peuvent employer une force létale et garantir un certain degré de protection pour les civils et les gouvernements qu'elles protègent. Mais elles ne peuvent pas rester en permanence. Souvent, elles ne peuvent même pas rester dans le même endroit pendant une période prolongée alors qu'elles poursuivent les extrémistes violents vers leurs repaires.

D'un autre côté, les forces de police ont des liens nationaux et locaux plus permanents. Elles sont chargées de protéger les gens à tout moment. Elles conduisent aussi des enquêtes criminelles, arrêtent les malfaiteurs et recueillent des preuves, en lançant un processus qui conduit finalement aux poursuites judiciaires. Leur efficacité dans toute cette démarche peut être éclairée par un procédé éprouvé appelé la police de proximité.

Le Dr Anouar Boukhars, professeur de contre-terrorisme et de riposte à l'extrémisme violent au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), a déclaré en 2020 dans un programme académique virtuel sur ce sujet : « La police de proximité se trouve à l'intersection des acteurs de la sécurité de l'État, des communautés locales et de la société civile. Une fonction efficace de police de proximité ne peut pas être imposée simplement comme une stratégie ou une tactique pour contrer l'extrémisme

violent ... c'est une philosophie qui doit être infusée dans la culture et les pratiques des acteurs de la sécurité. »

Des modes différents de police de proximité ont été essayés sur l'ensemble du continent, notamment au Kenya, en Somalie et en Tanzanie, entre autres. L'approche a été appréciée au Kenya à la suite de l'attaque du 3 avril 2015, dans laquelle quatre chebabs armés ont tué 148 personnes et blessé 80 à l'université de Garissa.

Le Kenya possède un modèle de police de proximité appelé « Nyumba Kumi » (« dix foyers » en swahili). Dans ce système, des groupes résidentiels travaillent ensemble pour surveiller les actes suspects et les signaler à la police. Mohamud Saleh, nommé nouveau coordinateur régional à la suite de l'attaque de Garissa, a eu du succès en tirant parti de ce système afin de développer la confiance et d'améliorer la sécurité dans une région qui se méfiait de la police.

M. Saleh a établi une ligne téléphonique directe pour que le public puisse contacter son bureau, selon l'organisation mondiale de la paix et la sécurité Saferworld basée à Londres. Il a aussi établi des lignes téléphoniques directes vers des unités de réponse rapide de la police afin d'accéder aux informations et réagir. En cas d'attaque, les autorités organisent un forum public appelé « barasa » pour identifier les questions sous-jacentes avant de riposter en employant la force.

Selon Saferworld, ce système a remplacé « une approche forte par une autre approche qui est basée sur la confiance et la prise de responsabilité afin de bâtir des relations avec les communautés locales dans le but d'obtenir des renseignements ». Des liens plus robustes





entre la police et les civils peuvent éviter les doléances qui poussent certains vers l'extrémisme.

LES ÉLÉMENTS DE LA POLICE DE PROXIMITÉ

La fonction de police de proximité peut sembler différente selon le lieu et le contexte, mais elle inclut en général des variations des cinq principes fondamentaux suivants : la résolution des problèmes, la responsabilisation, le partenariat, la livraison des services et la prise de responsabilité.

Le service de police d'Irlande du Nord a adopté ces cinq principes, qui ont été adaptés à partir du modèle développé par le service de police d'Afrique du Sud après la fin de l'apartheid, selon un article de Neil Jarman, associé de recherche à l'université Queen's de Belfast (Irlande du Nord). L'approche réoriente les efforts réactifs de la police vers une posture pro-active tout en responsabilisant les civils afin qu'ils participent à la résolution des questions de sécurité.

Meressa Kahsu Dessu, chercheur principal à l'Institut pour les études de sécurité basé en Afrique du Sud, a mis en lumière ces principes dans un article de blog de juin 2024 pour le Wilson Center. Il écrit : « Ces éléments guident les officiers de police pour qu'ils établissent et construisent des partenariats avec les populations locales, basés sur la compréhension, la confiance et le respect mutuels. Ils s'engagent régulièrement avec les résidents locaux, les groupes de la communauté, les propriétaires des commerces et les autres parties prenantes locales. »

Pour que la police de proximité enregistre des succès, elle doit être conduite par les communautés locales et inclure tous les éléments de la société, notamment les femmes, les jeunes et autres, déclare Phyllis Muema, directrice exécutive du Centre de soutien aux communautés du

Kenya, sur le programme virtuel du CESA. « Nos principes de police de proximité sont idéalement fondés sur le précepte selon lequel la fonction de police est exécutée par consentement, et non pas par coercition. Elle doit être quelque chose qui est mené par les communautés locales. »

Des policiers participent à la cérémonie de clôture d'une session de formation de police de proximité pour le personnel de la Force de police somalienne et les membres de la communauté à Mogadiscio.

LA FONCTION DE POLICE DANS LE MAINTIEN DE LA PAIX

Une résolution de 2014 du Conseil de sécurité des Nations unies a reconnu l'importance et l'efficacité de la fonction de police de proximité et cette emphase est préminente dans les consignes onusiennes concernant la façon dont la police devrait agir dans les missions de maintien de la paix et les missions politiques.

Les missions de l'ONU sont censées affecter des policiers à des « zones de patrouille gérables » pour que les civils puissent les connaître personnellement. Les contingents de police devraient inclure des policières, consulter les membres de la communauté sur leurs besoins et concevoir des programmes en conséquence, selon ces consignes. Un « comité consultatif » dans chaque zone de patrouille devrait inclure des femmes et des hommes « soigneusement sélectionnés » qui sont représentatifs de la communauté et dont les intérêts ne saperont pas le succès de la mission. Les comités doivent se réunir au moins une fois par mois. Les policiers devraient partager les informations criminelles avec les comités et les médias de façon opportune.

L'Union africaine a aussi reconnu l'importance de la fonction de police de proximité. Les responsables participant à la mission de transition de l'UA en Somalie (ATMIS),



Des officiers de haut rang de l'ATMIS et de la Force de police somalienne posent des briques lors d'une cérémonie pour lancer la construction du poste de police de Darussalam.

qui a récemment pris fin, ont souligné ce modèle dans l'entraînement pendant 2024. En août, plus de 100 membres de la force de police somalienne (SPF) ont complété une formation d'un mois sur la police de proximité.

Les responsables de l'ATMIS et de la SPF ont organisé la formation ; celle-ci s'est concentrée sur les éléments noyaux de la fonction de police de proximité, sa structure juridique et la protection et le soutien aux enfants, entre autres.

Sivuyile Bam, directeur adjoint de l'ATMIS, a déclaré dans une annonce de presse : « Le panorama sécuritaire de la Somalie est complexe ; par conséquent, il est important de suivre une approche personnalisée pour la fonction de police de proximité. Nous devons continuer à écouter les préoccupations des communautés, comprendre leurs besoins et œuvrer ensemble pour y répondre. »

Le commissaire de police de l'ATMIS Hillary Sao Kanu, originaire de Sierra Leone, a déclaré que ses officiers et la SPF avaient conduit conjointement dix-huit événements de formation sur le développement des capacités dans le pays,



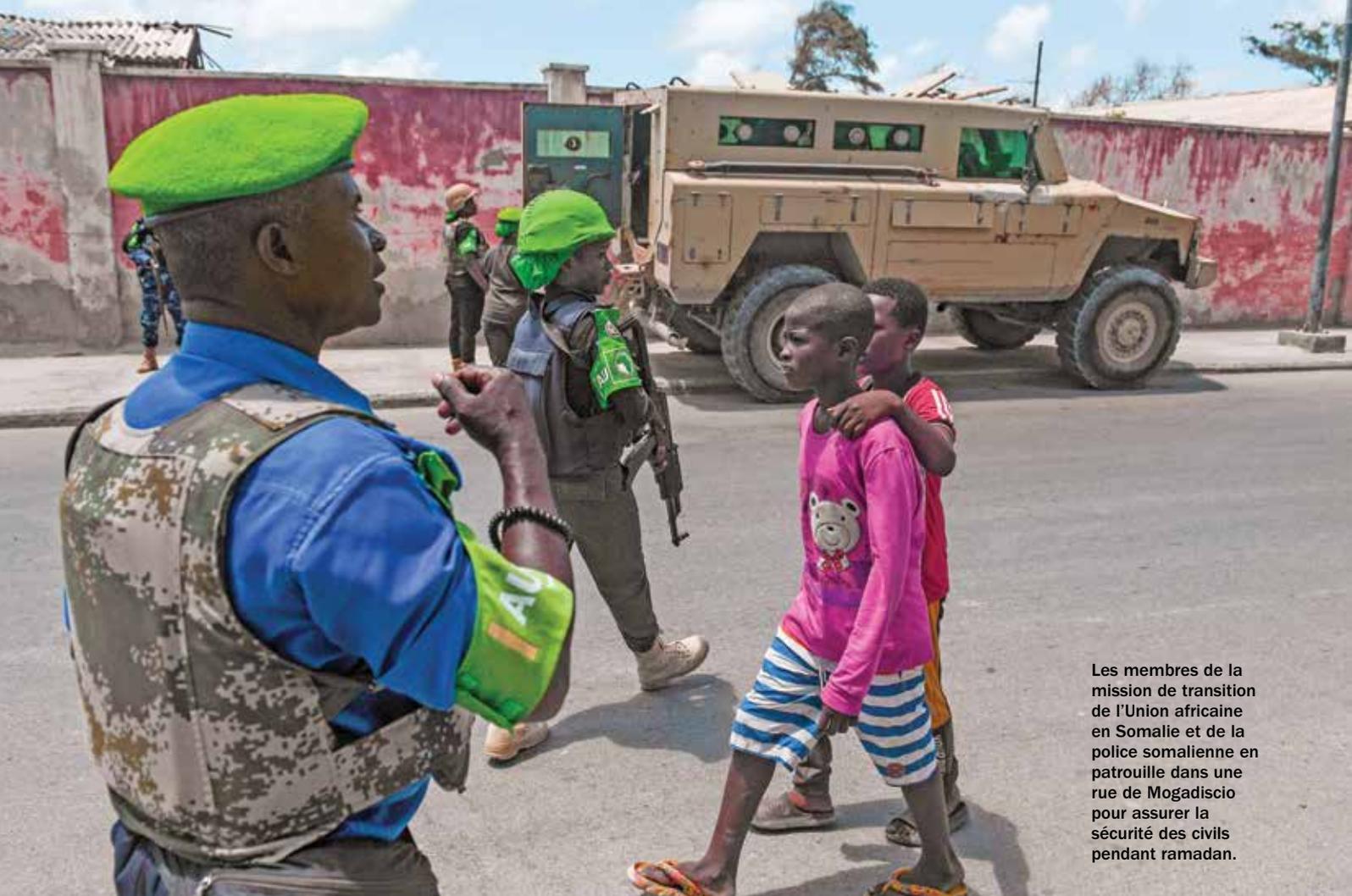
pour le bénéfice de 352 officiers de police somaliens, y compris 162 femmes, depuis janvier 2024.

Elle a déclaré lors d'une cérémonie de remise des diplômes le 31 août 2024 : « L'événement d'aujourd'hui est donc important pour nos efforts collectifs d'amélioration de la sécurité, la confiance et la coopération entre la police et les communautés que nous servons en Somalie. »

Seulement quelques jours plus tard, les officiers ont commencé la construction d'un nouveau poste de police dans le district somalien de Darussalam. Le poste est conçu pour aider les officiers de police somaliens à combattre le crime tout en renforçant les relations avec la communauté dans la zone.

Samuel Asiedu Okanta, coordinateur de la formation et du développement de la police de la mission, a déclaré dans une annonce de presse : « La fonction de police est une responsabilité partagée et la composante de police de l'ATMIS est là pour soutenir ses

Hillary Sao Kanu de Sierra Leone, commissaire de police de l'ATMIS, s'exprime lors de la clôture de la formation pour la fonction de police de proximité et la prévention des crimes pour le personnel de la Force de police somalienne.



Les membres de la mission de transition de l'Union africaine en Somalie et de la police somalienne en patrouille dans une rue de Mogadiscio pour assurer la sécurité des civils pendant ramadan.

homologues de la SPF afin de fournir la fonction de police au seuil des foyers des membres de la communauté et aider à protéger leurs droits humains. Cette installation aidera à empêcher le crime et améliorera les services de police dans cette communauté. »

En octobre 2024, l'ATMIS a formé 12 officiers de la SPF et 24 chefs communautaires à Dhobley sur la gestion des postes de police, la fonction de police de proximité, la traite humaine et la prévention du crime. Le brigadier Seif Salim Rashid du Kenya, commandant du secteur 2 de la mission, a dit que la réunion des policiers et des chefs civils assurerait une sécurité plus efficace. Hassan Abdi Hashi, commissaire du district de Dhobley, en convient.

Il déclare, selon une annonce de presse : « Les membres de la communauté et la police peuvent bâtir une communauté plus robuste et résiliente en travaillant ensemble pour répondre aux défis de sûreté et de sécurité. En mettant en commun les leçons apprises dans cette formation, nous pouvons responsabiliser nos communautés et créer un effet d'entraînement pour un changement positif. »

Contrairement à l'ATMIS, certaines missions de contre-terrorisme n'affectent pas suffisamment de ressources pour avoir une composante de police. C'est le cas pour la Force multinationale mixte, qui prend pour cible les groupes extrémistes Boko Haram et Daech dans le bassin du lac Tchad. Un rapport de 2023 pour l'Institut norvégien

des affaires internationales indique que, même si les soldats ont eu du succès pour dégager les zones et rétablir la stabilité, le manque de capacité de police de la mission l'a empêché de protéger et occuper les zones dégagées afin de soutenir les opérations de stabilité.

Ceci force « l'armée à rester présente dans certaines zones une fois que la sécurité a été restaurée, afin de conduire des tâches de police et assurer la sécurité de l'accès et la performance des activités de stabilisation et des activités humanitaires, selon le rapport. Toutefois, les forces armées n'ont pas de capacité suffisante pour agir à ce niveau parce que cela provoque l'épuisement de leurs ressources déjà limitées qui pourraient être utilisées ailleurs dans d'autres opérations offensives. »

L'UA et ses états membres doivent prioriser la fonction de police de proximité dans les opérations de pacification, écrit M. Meressa Kahsu pour le Wilson Center. « Les membres de la communauté sont les mieux placés pour reconnaître les activités suspectes dans leur communauté, notamment les activités de radicalisation et d'extrémisme, et pour en informer promptement les officiers de police. Grâce à de tels partenariats plus robustes de police de proximité, la police peut proactivement déceler les activités suspectes, résoudre les crimes et les problèmes de violence, et développer la résilience des communautés face à l'extrémisme violent. » □



UNE INSURRECTION TENACE

LA SOMALIE AVANCE VERS L'AUTONOMIE SÉCURITAIRE MAIS LES
CHEBABS RESTENT DANGEREUX ET RÉSILIENTS

PERSONNEL D'ADF



Le tourisme, les activités nocturnes et les nouvelles entreprises sont revenus près de la Plage Lido de Mogadiscio et dans le reste de la ville. Mais dans la nuit d'un vendredi d'août 2024, alors que la musique beuglait et des centaines de gens se détendaient sur la plage, un kamikaze a fait détoner son gilet. Plusieurs extrémistes armés de fusils ont ouvert le feu sur la foule.

Un reportage de Channel 4 News a déclaré : « Dans les rues adjacentes, les gens fuyaient une menace devenue trop familière. Les chebabs affiliés à Al-Qaïda ont dit qu'ils avaient effectué l'attaque, comme beaucoup d'autres au cours des deux dernières décennies. La police somalienne déclare que trois attaquants et le kamikaze ont été tués, et un a été capturé. Un soldat a aussi été tué pendant la fusillade. »

À la fin, 37 personnes ont été tuées et 212 blessées. C'était l'attaque la plus meurtrière des chebabs depuis que deux véhicules piégés avaient tué 121 personnes et blessé 333 en octobre 2022.

Les attaques font rappeler que, malgré les interventions militaires étrangères et le développement des capacités qui durent depuis plusieurs années, les chebabs peuvent sortir de l'ombre et infliger d'importants dommages.

LES CHEBABS EXERCENT LEUR POUVOIR

Samira Gaid, analyste principale de la Corne de l'Afrique au cabinet de consultation Balqiis Insights de Nairobi, déclare à Deutsche Welle que l'attaque d'août 2024 était la façon pour les chebabs « d'annoncer de nouveau leur retour dans la ville, d'annoncer de

Des membres de la même famille transportent une femme tuée lors d'une attaque à la Plage Lido de Mogadiscio le 3 août 2024. AFP/GETTY IMAGES

nouveau leur existence. »

Le groupe, qui a été formé en 2006 en tant que mouvement nationaliste en réponse à une invasion éthiopienne, a finalement évolué vers une insurrection terroriste en devenant l'affilié d'Al-Qaïda pour l'Afrique de l'Est. Les forces de l'UA ont chassé le groupe de Mogadiscio en 2011, et depuis lors il se concentre sur des attaques terroristes de haut profil et des embuscades contre les forces de sécurité.

Les chebabs extorquent des impôts dans tout le pays, ce qui en fait l'affilié le plus lucratif d'Al-Qaïda. Mme Gaid déclare : « Leur modèle de gouvernance n'est pas limité aux taxes ; ils ont des écoles où ils endoctrinent les élèves à partir d'un très jeune âge. Mais ce qu'il y a de plus important, c'est comment ils peuvent prendre en compte les doléances qui existent au sein de la société somalienne et qui ont conduit à l'effondrement de l'état il y a trente ans. »

Les chebabs sont aussi le plus grand et le plus robuste affilié d'Al-Qaïda, avec un nombre de combattants compris entre 7.000 et 12.000.

En 2007, la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) a été déployée pour protéger et défendre les institutions émergentes du pays contre les chebabs tout en aidant aussi l'Armée nationale somalienne et les forces de police à assurer la sécurité. L'AMISOM a été remplacée par la mission de transition de l'UA



Les gens se réunissent à la Plage Lido de Mogadishu en août 2024 pour pleurer la mort de 37 personnes dans une attaque par bombe et une fusillade des chebabs. AFP/GETTY IMAGES

« CHAQUE SEMAINE, ENVIRON 20 À 25 % DU CONTENU QUE NOUS TROUVONS SUR L'INTERNET EST PROBABLEMENT CRÉÉ PAR LES CHEBABS. ILS SONT ESSENTIELLEMENT LES PLUS GRANDS PRODUCTEURS DE CONTENU TERRORISTE SUR L'INTERNET. » — Adam Hadley, directeur exécutif de Tech Against Terrorism

en Somalie (ATMIS) en avril 2022. Elle a pris fin en décembre 2024.

Après le report demandé par les autorités somaliennes concernant le retrait de l'ATMIS, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a approuvé la mission de soutien et stabilisation de l'UA en Somalie (AUSSOM). Elle se concentre sur la reconstruction, le développement et la construction de la paix après le conflit, selon la déclaration du conseil. Cette mission de quatre ans a débuté le 1er janvier 2025 et son mandat se terminera à la fin 2028.

Les forces de sécurité multinationales et nationales peuvent aider à garder les chebabs éloignés, mais les autorités devront traiter les causes fondamentales de la résilience du groupe terroriste : son expertise de propagande et de communication, son talent financier et son utilisation des combattants étrangers.

DES MESSAGERS CHEVRONNÉS

La vaste campagne de communication des chebabs est une pierre angulaire de leur efficacité. Le groupe

emploie les réseaux sociaux, la radio et un site web appelé Agence de presse Shahada, sa chaîne médiatique officielle en langue arabe.

En juillet 2024, Shahada a indiqué qu'elle publierait des rapports incluant tous les pays islamiques, pas seulement la Somalie et l'Afrique de l'Est, pour montrer « l'accélération et l'imbrication des événements et l'universalité du conflit », selon l'Institut de recherche sur les médias du Moyen-Orient. Ce même jour, la branche de propagande a ouvert des comptes sur X et Facebook.

Le gouvernement somalien s'efforce d'éteindre la prolifération et l'efficacité de la propagande des chebabs. En octobre 2022, le gouvernement a interdit officiellement « la dissémination des messages de l'idéologie extrémiste, à la fois dans les diffusions médiatiques officielles et sur les réseaux sociaux », selon une annonce de presse. Il a aussi noté qu'il avait suspendu plus de 40 pages de réseaux sociaux. L'Agence nationale de renseignement et de sécurité de Somalie a surveillé les plateformes et informé les

sociétés technologiques pour qu'elles puissent éliminer le contenu.

Abdirahman Yusuf al-Adala, ministre de l'Information adjoint, a déclaré sur Voice of America (VOA) en mars 2024 : « C'était une tâche difficile lorsque nous avons commencé, elle nécessitait des connaissances, des aptitudes et beaucoup de travail. Nous avons formé des gens avec les aptitudes nécessaires, des bureaux spéciaux ont été établis et des lois ont été approuvées par le Parlement. Plus d'un an plus tard, nous sommes en bonne position, nous pensons que nous avons atteint un grand nombre de nos cibles. »

Le gouvernement dit qu'il a clôturé 20 groupes de WhatsApp et 16 sites web censés être liés aux chebabs. Pourtant, les extrémistes ouvrent constamment de nouveaux comptes de réseaux sociaux et ajustent les noms des domaines. Le groupe fait aussi des percées à cause du volume de documents qu'il produit et dissémine.

Adam Hadley, directeur exécutif de Tech Against Terrorism basé à Londres, déclare à VOA : « Chaque semaine, environ 20 à 25 % du contenu que nous trouvons sur l'Internet est probablement créé par les chebabs. Ils sont essentiellement les plus grands producteurs de contenu terroriste sur l'Internet. »

UN TALENT FINANCIER

Les chebabs sont notoires pour la richesse qu'ils produisent grâce au commerce illicite, à l'extorsion et à la taxation. Certains estiment que leurs revenus annuels s'élèvent à 150 millions de dollars. La majorité de cet argent provient des taxes imposées aux civils, aux cultivateurs et aux entreprises. Un autre financement provient des péages routiers et du commerce du charbon de bois, du sucre et de la pêche, selon The Africa Report. Les extrémistes soutiennent le flux de revenus avec des menaces de violence.

Les autorités gouvernementales ont clôturé des centaines de comptes et leurs alliés occidentaux ont pris pour cible les réseaux de blanchiment d'argent en Afrique de l'Est, en Europe et au Moyen-Orient. Mais les sociétés de façade détenues par les chebabs ont acheté des parts dans certaines banques et exigent que les responsables débloquent l'argent gelé.

Matt Bryden, analyste politique canadien et ex-employé des agences des Nations unies dans la région, déclare à l'Africa Report : « Les banques ont gelé l'argent des comptes bancaires mais elles leur permettent de prendre de l'argent plus facilement parce qu'elles ne veulent pas qu'ils quittent la banque. Ils ont parlé au directeur de la banque et il ne veut pas perdre ses clients. Ils font pression sur les gestionnaires de banque pour débloquent les fonds. »

LES COMBATTANTS ÉTRANGERS

De façon ironique, un groupe extrémiste qui avait été créé en réaction à une incursion des forces étrangères s'appuie maintenant sur des combattants d'Afrique de

LA VIOLENCE EN SOMALIE

La Somalie représente environ le tiers des décès liés aux militants islamistes en Afrique : c'est la deuxième région après le Sahel.

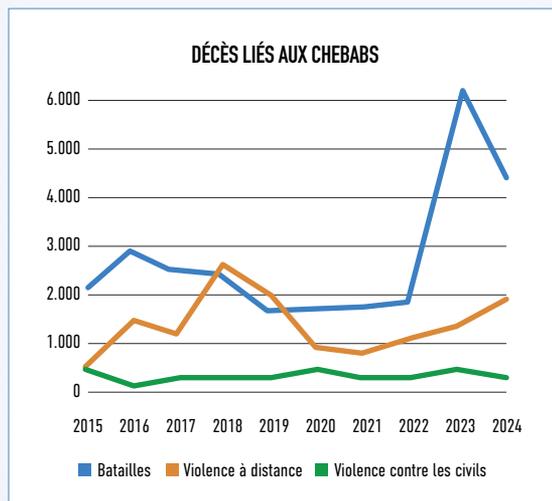
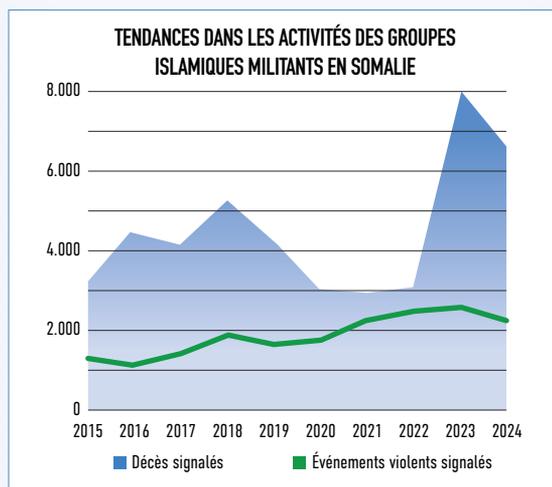
Les 6.590 décès signalés en 2024 sont plus du double du total de 2020.

Cette hausse des décès est due en grande partie à une offensive gouvernementale lancée en 2022 et aux contre-attaques des chebabs. Ces combats ont diminué d'intensité au cours de l'an dernier.

Pratiquement tous les événements et les décès signalés sont liés aux chebabs. L'État islamique en Somalie est responsable pour moins d'un pourcent de ces activités en Somalie et au Kenya.

Les drones et les kamikazes, qui constituent une « violence à distance », ont augmenté au cours des dernières années. Il y a eu 640 incidents sur une période de douze mois. Les décès liés à l'emploi par les chebabs de la violence à distance ont plus que doublé depuis 2020, pour atteindre 1.950.

Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, utilisant des données du projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data) (années prenant fin le 30 juin)



l'Est pour renforcer ses rangs. Les chebabs émettent des messages en swahili depuis au moins 2010 pour attirer des recrues, selon le Combating Terrorism Center de West Point à New York.

Une évaluation confidentielle de l'UA affirme que les chebabs « ont créé une force panafricaine orientale » avec des combattants du Burundi, de l'Éthiopie, du Kenya, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo, du Rwanda et de la Tanzanie, alors même que l'ATMIS continuait son retrait, selon un reportage de juin 2024 dans le journal The EastAfrican.

Beaucoup de ces combattants proviennent du Kenya, qui a une population somalienne importante et un certain nombre de citoyens musulmans mécontents et désireux d'améliorer leur situation économique. Trois d'entre eux, originaires du bidonville de Pumwani à Nairobi, ont parlé à PBS en 2016. Un homme, empruntant le pseudonyme d'Abdul, a déclaré que des Kényans qui s'étaient battus aux côtés des chebabs l'avaient radicalisé en prison.

« Ils ont commencé à dire que leur commerce avait du succès. Leur commerce, c'était les chebabs. » Il a obtenu 500 dollars pour s'enrôler, puis 100 dollars par semaine.



Robert Ochola a travaillé au niveau de la communauté pour contrer les enseignements radicaux. « C'est un combat, dit-il à PBS. C'est une bataille des cœurs et des esprits et elle dépend de la meilleure offre donnée aux gens que vous combattez. »

« Lorsque vous n'avez rien, vous n'avez rien à perdre. Vous savez, lorsque vous abandonnez vos études, probablement à l'école primaire, votre esprit est quelque peu fermé, comme dans une boîte. Puis quelqu'un vous donne à penser et remplit votre esprit d'idées radicales. »

LE CHEMIN EN AVANT POUR LA SOMALIE

Malgré les hauts et les bas du combat contre les chebabs, la Somalie et ses partenaires internationaux continuent à enregistrer des victoires significatives. En octobre 2024, l'Armée nationale somalienne et les forces locales ont conduit une opération dans la zone de Qeycad, région de Mudug, dans laquelle 30 militants ont été tués, selon le site web d'actualité HornLife.com. Deux commandants, Mohamed Bashir Muse et Madey Fodey, ont été capturés selon les rapports. Quarante combattants chebabs ont aussi été blessés au cours des deux journées de combat.

Les soldats somaliens ont mené l'opération avec l'aide des forces de l'État de Galmudug et des milices de clan locales. De nombreux gains contre les chebabs

Une policière ougandaise de l'AMISOM nettoie son fusil. La mission multinationale de l'Union africaine s'est déployée en Somalie entre 2007 et 2022. AMISOM

Des soldats éthiopiens partent de la base opérationnelle avancée Maxaas après le transfert de la base entre l'ATMIS et les forces somaliennes en août 2024. AMISOM





ont été réalisés en tirant profit du mécontentement des clans à l'égard des extrémistes. Ceci a fonctionné particulièrement bien dans la partie centrale du pays, selon un rapport de 2023 publié par l'International Crisis Group. Les chebabs ont frustré de nombreuses communautés avec leurs « demandes persistantes et onéreuses d'argent et de recrues » et avec la violence qu'ils montrent lorsque ces demandes sont refusées.

Les soldats somaliens ont fourni aux milices des clans des munitions, de la nourriture et des évacuations médicales, et les combattants volontaires appelés macawisley à cause des sarongs qu'ils portent aident les soldats à naviguer sur le terrain local et avec les habitants. Ceci, combiné au soutien de l'ATMIS, aux frappes aériennes américaines et autre assistance étrangère, est devenu un multiplicateur de force contre les extrémistes.

Toutefois, certains clans n'ont pas été aussi utiles, et les chebabs ont démontré leur capacité d'infliger des dommages par voiture piégée ou autres tactiques dans les zones qu'ils ont perdues, selon le Crisis Group. Ils ont aussi adapté leur approche en fonction de la population locale en « offrant plus de carottes que de bâtons » et en ajoutant un engagement envers le bien public dans leur rhétorique.

Selon le Crisis Group, « il est probable que la collaboration entre le gouvernement fédéral et les macawisley a suscité un changement de ton de la part des chebabs. Auparavant, le groupe avait été plus désireux d'offrir des concessions aux clans lorsqu'il se sentait faible, seulement pour les rejeter plus tard lorsqu'il était dans une situation plus forte. »

Les forces de sécurité en patrouille près de l'hôtel Hayat de Mogadiscio après sa destruction par les militants chebabs lors d'un siège de 30 heures en août 2022 dans lequel 21 civils ont été tués. AFP/GETTY IMAGES

Le défi pour le gouvernement somalien est de découvrir un moyen de se maintenir dans les zones libérées. Lorsque les forces gouvernementales aidées par les milices des clans chassent les extrémistes d'une zone, elles risquent de perdre leurs gains si elles n'ont pas de plan pour maintenir une présence tout en satisfaisant aussi aux engagements de service, selon le Crisis Group. Sans cela, les chebabs ont l'opportunité de revenir.

L'AUSSOM a commencé son travail en janvier 2025. Rosalind Nyawira, experte kényane de la sécurité et ancienne directrice du Centre national de contre-terrorisme du Kenya, déclare qu'une nouvelle mission installée pour combler les lacunes de sécurité est une bonne chose.

Elle a dit au Combating Terrorism Center de West Point en septembre 2024 : « Nous devons attendre et évaluer tout succès parce que l'ennemi qu'ils affrontent a aussi des moyens d'ajustement : ajustement aux déploiements de sécurité, ajustement aux stratégies. » « Ce qu'il y a de bien, c'est qu'au moins il n'y a pas de vide lorsqu'une autre mission prend les choses en main ; tout vide donnerait aux terroristes plus d'espace opérationnel. On espère qu'avec une bonne stratégie ils pourront conserver le terrain et ils auront du succès. Nous espérons tous que cela marchera. » □

The image features a dark silhouette of a person wearing a hooded garment and holding a rifle, positioned behind a jagged hole in a textured, brown wall. The light from the hole creates a strong backlighting effect on the figure. The overall mood is somber and threatening.

L'EXTRÉMISME

SE PROPAGE À PARTIR DU SAHEL

LES INITIATIVES RÉGIONALES SONT CRUCIALES POUR ARRÊTER SON EXPANSION

PERSONNEL D'ADF

A la fin 2024, la sécurité au Sahel restait effroyable. Les attaques terroristes menées par un groupe affilié à l'État islamique (Daech) se produisaient presque chaque jour et la région représentait près de la moitié de tous les décès dus au terrorisme dans le monde. Au moins 2,8 millions de personnes avaient été forcées de s'enfuir de leur foyer, y compris 2,1 millions rien qu'au Burkina Faso. Les groupes extrémistes avaient étendu les territoires sous leur contrôle dans les pays dirigés par les militaires (Burkina Faso, Mali et Niger) et ils menaçaient les états du littoral.

Les responsables d'Afrique de l'Ouest ont fait appel à une réponse commune face à la crise.

Le Dr Michael Imran Kanu, représentant permanent de la Sierra Leone aux Nations unies, a déclaré lors d'un briefing devant le Conseil de sécurité sur la menace du terrorisme : « La magnitude et la complexité du problème sont alarmantes et exigent des mesures concertées. On ne saurait trop insister sur une approche coordonnée face à cette menace transnationale. »

Les défis communs aux pays d'Afrique de l'Ouest mettent en lumière le besoin de stratégies régionales pour traiter les préoccupations immédiates de sécurité et les questions socio-économiques sous-jacentes. L'augmentation générale du nombre d'incidents terroristes est dramatique, en hausse de plus de 2.000 % au cours des quinze dernières années. L'insécurité alimentaire, la pauvreté, les tensions ethniques et les gouvernements faibles en sont quelques-unes des causes. Des millions de jeunes font face à un avenir précaire avec peu d'opportunités d'emploi ou autres avantages économiques. Ils sont devenus des cibles vulnérables de recrutement par les terroristes.

Les extrémistes cherchent à tirer profit des tensions ethniques telles que le conflit sur le droit à la terre entre les pastoraux nomades peuls et les cultivateurs sédentaires. En exacerbant ces tensions et attisant les flammes de la colère chez les jeunes, les terroristes augmentent leurs effectifs.

Amar Bendjama, ambassadeur d'Algérie à l'ONU, déclare que « les groupes terroristes démontrent leur adaptabilité ». Il ajoute que les groupes terroristes sont déterminés à maîtriser l'instabilité sociale, économique et politique à leurs propres fins. « Ces phénomènes créent un terrain fertile pour recruter de nouveaux adeptes dans leurs rangs. »



Un éleveur surveille son bétail dans la commune de Paikon Kore à Gwagwalada (Nigeria). Le pays a des difficultés avec la violence intercommunautaire et ethnique et les disputes entre éleveurs et cultivateurs sont fréquentes. Les terroristes profitent de la situation. AFP/GETTY IMAGES

La montée des organisations telles que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans et les groupes séparatistes de Daech a intensifié la violence dans la région. Ces groupes prennent pour cible non seulement les forces gouvernementales mais aussi les civils, ce qui conduit à des crises humanitaires généralisées. Les tactiques terroristes incluent les attentats à la bombe, les enrètements, la torture, les viols, les mariages forcés, le recrutement des enfants combattants et les attaques contre l'infrastructure gouvernementale, les écoles et les chefs traditionnels et religieux.

L'ALLIANCE DES JUNTES

Les gouvernements putschistes du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont formé l'Alliance des états du Sahel en juillet 2024 pour se distancer de leurs partenaires de sécurité de longue date. L'alliance a choisi de coopérer avec des entités non occidentales telles que le groupe Wagner de mercenaires russes pour obtenir un soutien militaire. Les gouvernements militaires de l'alliance n'ont pas réduit la menace du terrorisme. Leurs critiques déclarent que les juntes ne donnent en général pas priorité à la stabilité ou la bonne gouvernance. Dans chaque pays, disent-ils, les juntes ont de plus en plus recours à la répression pour rester au pouvoir.

À la fin 2024, les trois pays de l'alliance se sont retirés de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), laquelle a offert six mois de dialogue pour qu'ils changent d'avis. Dans le sillage de ce retrait, la Cédéao a été généralement louée pour essayer d'inciter les trois pays à organiser des élections libres et retourner vers la démocratie.

La décision prise par la junte du Niger de suspendre la coopération militaire avec les États-Unis change la dynamique de sécurité dans toute la région. Dimensions for Strategic Studies signale que les pays de l'alliance ont « acheté de grandes quantités d'armes auprès de sources non traditionnelles (Russie, Turquie, Iran et Chine) au nom de la "diversification des partenariats" ».

À mesure que les groupes terroristes se développent, il existe un risque accru de violence qui se propagerait dans les régions urbaines considérées précédemment comme sécurisées. La zone du Liptako-Gourma, région des trois frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, est devenue un point sensible pour des attaques qui pourraient facilement se propager dans les territoires du littoral.

L'instabilité au Sahel n'est pas limitée à l'intérieur des frontières. Elle menace maintenant directement les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, en particulier le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo. Les terroristes

La police anti-émeute à Ouagadougou (Burkina Faso) disperse les manifestants qui demandaient l'amélioration des mesures de contre-terrorisme.

AFP/GETTY IMAGES



apprécient les pays du littoral pour leurs ports, qui fournissent l'accès aux crimes lucratifs tels que : trafic d'armes, détournement du pétrole, piraterie, contrebande des drogues, traite humaine.

Les pays côtiers s'efforcent de renforcer leurs défenses contre l'empiétement des terroristes. La Côte d'Ivoire, qui a l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest, est devenue un chef de file du contre-terrorisme. Elle a créé une initiative nationale pour combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Elle a construit des bases militaires et déployé des unités de contre-terrorisme sur ses frontières du Nord avec le Burkina Faso et le Mali. En janvier 2022, Patrick Achi, Premier ministre à l'époque, a lancé un programme visant à empêcher les terroristes de recruter les jeunes des régions frontalières. À la fin de cette année, le programme avait travaillé avec environ 23.000 jeunes. Il développe des stages d'apprentissage et autres opportunités d'emploi.

Le Ghana s'est aussi efforcé d'empêcher les terroristes d'entrer dans le pays en demandant une assistance

additionnelle auprès de ses partenaires internationaux, par exemple un kit de soutien de 22 millions de dollars de l'Union européenne. Le Ghana a rejoint les initiatives de prévention des conflits telles que la Loi américaine sur la fragilité mondiale qui crée un financement des programmes antiterroristes. Il a déployé plus de 1.000 membres des forces spéciales d'élite et des centaines d'officiers de sécurité vers la région de la frontière Nord tout en restructurant largement les forces de sécurité du pays.

LES INITIATIVES RÉGIONALES

Dans une tentative visant à traiter la propagation du terrorisme, empêcher les attaques terroristes et réprimer le crime organisé, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo ont créé l'**Initiative d'Accra** en 2017. C'est un mécanisme de sécurité collaboratif ancré sur trois piliers : partage de l'information et du renseignement, formation du personnel de sécurité et de renseignement, conduite d'opérations militaires transfrontalières conjointes. L'Institut pour les études de sécurité déclare que les réunions de cette

Les membres de la junte militaire du Mali font signe à leurs sympathisants. Depuis lors, la junte a combattu une série d'attaques terroristes.

THE ASSOCIATED PRESS





Des commandants militaires inspectent les fusils et les munitions récupérés des mains des terroristes de Boko Haram dans l'État de Yobe (Nigeria). L'insurrection s'est propagée au Cameroun, au Niger et au Tchad. AFP/GETTY IMAGES

initiative sont organisées à deux niveaux : les chefs des services de sécurité et de renseignement, et les ministres gouvernementaux chargés de la sécurité.

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) note : « Étant donné la liste de membres, l'Initiative d'Accra représente l'organisme le plus logique pour coordonner une meilleure coopération sécuritaire régionale sur le littoral d'Afrique de l'Ouest. La conception contextuelle de l'Initiative d'Accra vise à encourager une plus grande coordination en réunissant une coalition des volontaires sous forme d'intermédiaire de la coopération. L'initiative sert de médiatrice entre une série de pays qui sont géographiquement rapprochés, partagent des objectifs de sécurité régionaux et ont besoin de construire une mobilisation collective. »

La Force multinationale mixte (FMM), qui inclut principalement des unités militaires du Bénin, du Cameroun, du Niger, du Nigeria et du Tchad, est une autre institution antiterroriste régionale. Elle est basée à N'Djaména (Tchad) et son mandat vise à mettre fin à l'insurrection de Boko Haram. En 2024, elle a 10.000 soldats provenant de ses pays membres. Elle est chargée de

protéger les civils contre les attaques violentes, d'établir des programmes de stabilisation pour les communautés du bassin du Tchad et d'établir des opérations humanitaires et d'assistance dans les zones affectées.

Le mandat de la FMM correspond à un processus en deux étapes. « Premièrement, elle conduit des actions cinétiques contre Boko Haram et ses branches, notamment des opérations de contre-terrorisme, des campagnes de dégagement, des patrouilles, des opérations de recherche et sauvetage des personnes enlevées et des campagnes de messages pour encourager les défections », selon un rapport du CESA. « Deuxièmement, la FMM fournit une plateforme de coordination pour traiter les facteurs de l'extrémisme violent dans la région grâce à sa stratégie régionale pour la stabilisation, la récupération et la résilience de la région du lac Tchad. »

La Cédéao a été créée il y a 50 ans en tant qu'union politique et économique régionale, avec 15 pays membres à l'origine. Son but était d'améliorer les conditions de vie et de promouvoir le développement économique dans toute la région. Depuis lors, elle a évolué pour devenir ce que le CESA qualifie de « structure prééminente de



UNE RIPOSTE HOLISTIQUE AU TERRORISME

Les Nations unies ont établi six domaines clés pour la coopération régionale pour riposter au terrorisme basé au Sahel :

- **Le renforcement de la coopération bilatérale et régionale** pour maintenir la paix, la sécurité et le développement socio-économique de la région.
- **La poursuite des programmes de développement durable** pour améliorer les conditions de vie des gens, en particulier pour assurer l'intégration sociale et économique des jeunes.
- **La lutte contre le terrorisme et la criminalité** en gagnant l'appui des populations locales.
- **Le développement d'une approche antiterroriste intégrée** par les gouvernements, les organisations régionales et la communauté internationale.
- **Le renforcement de la coopération judiciaire** et de la surveillance des flux financiers illicites.
- **L'amélioration de la coordination** entre les états-majors militaires des pays du Sahel.

coopération régionale en Afrique de l'Ouest à cause de la volonté politique de ses membres, de son cadre juridique robuste et de son expérience de longue durée dans la paix et la sécurité ». Le Council on Foreign Relations la décrit « indubitablement comme le modèle de coopération régionale qui a eu le plus de succès en Afrique ».

Le protocole historique de 1976 de la Cédéao permet aux citoyens de se déplacer librement entre les pays membres.

L'ambassadeur Abdel-Fatau Musah, commissaire aux Affaires politiques, à la paix et à la sécurité de la Cédéao, déclare : « Le protocole sur les mouvements libres des personnes, des biens et des services donne aux citoyens le droit de se localiser dans tout état membre ; il a été caractéristique de la Cédéao à travers les années. Le fait que les gens d'Afrique de l'Ouest n'aient pas à penser à un visa lorsqu'ils franchissent une frontière de la région est un accomplissement majeur. »

Bien qu'il ne soit pas techniquement une organisation antiterroriste, le **Code de conduite de Yaoundé** est un accord de sécurité maritime signé en 2013 par 25 pays autour du golfe de Guinée, pour combattre la piraterie,

les vols à main armée contre les navires et autres crimes maritimes dans la région d'Afrique occidentale et centrale. Il a créé une architecture sécuritaire zonale pour riposter collectivement aux menaces maritimes dans la région entre le Sénégal et l'Angola. L'architecture de Yaoundé coordonne et met en commun les informations entre ses pays membres.

Depuis sa création, le code a encouragé les pays membres à apporter des améliorations technologiques dans leur capacité de radar et de surveillance pour réprimer le terrorisme, le crime et la piraterie.

L'experte en sécurité maritime Ifesinachi Okafor-Yarwood a écrit dans un article pour The Conversation : « Les pays du golfe sont maintenant mieux sensibilisés aux activités des navires dans leurs eaux et ils sont capables de mieux prendre des mesures éclairées dans les cas d'urgence, comme la piraterie, le vol à main armée ou le vol du pétrole. Sans le Code de conduite de Yaoundé et la nouvelle technologie qu'il a introduite, la mise en commun de l'information, la saisie des preuves et la coopération entre les pays n'auraient pas été possibles. » □

Le Cameroun obtient des fusils d'assaut turcs MPT-76

PERSONNEL D'ADF

L'armée camerounaise équipe ses forces spéciales avec des fusils d'assaut MPT-76 fabriqués par la Turquie. Développé à la fin des années 2000 pour l'armée turque, le MPT-76 est souvent comparé au fusil AR-15 et a certaines similarités visuelles avec le fusil allemand HK-417, selon The Defense Post.

Ce fusil est adapté aux munitions de 7,62 x 51 mm standardisées de l'OTAN. Ses premiers prototypes ont été construits en 2008 avec des munitions de plus petite taille mais ils ont été mal



acceptées par les soldats turcs. Il a été repensé pour accommoder les munitions de l'OTAN. Il a un chargeur de 20 cartouches et tire 650 cartouches par minute.

Le MPT-76 est disponible en trois longueurs de canon mais la version

utilisée par le Cameroun est équipée d'un canon de 40 cm. Defense Post signale que les fusils turcs sont aussi employés en Azerbaïdjan, au Sénégal et en Somalie.

Les armes sont utilisées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, où une insurrection séparatiste est active depuis 2017. Plusieurs groupes armés souhaitent créer un état qui serait appelé l'Ambazonie et qui occuperait les régions anglophones du Cameroun. Le conflit a tué plus de 6.000 personnes et déplacé 765.000.

La Marine tunisienne renforce sa flotte de patrouille

PERSONNEL D'ADF

La Tunisie se prépare à acheter un nombre confidentiel de bateaux patrouilleurs Archangel de 20 m auprès des États-Unis, d'un coût total estimé à 110 millions de dollars. L'achat inclura des systèmes GPS, de navigation et de communication et une formation.

Le département d'État des États-Unis a annoncé : « La vente proposée équippa mieux la Tunisie pour contribuer aux objectifs de sécurité communs, promouvoir la stabilité régionale et bâtir l'interopérabilité avec les États-Unis et les partenaires occidentaux. » L'annonce ajoute que la Marine tunisienne emploie de tels bateaux pour « la recherche et le sauvetage, la mise en application du droit de la mer et d'autres opérations maritimes pour assurer la sécurité du pays et de la région. »

La Tunisie a acheté des navires Archangel similaires en 2015. Ces vaisseaux de la société américaine SAFE Boats International sont équipés de deux moteurs diesel de 1.600 chevaux, de sièges pare-chocs et d'un contrôle du climat. Leur rayon d'action est 400 milles nautiques.

Du fait de son expérience avec les bateaux Archangel, la Marine tunisienne intégrera facilement les nouveaux bateaux lorsqu'ils seront approuvés, selon un reportage d'Overt Defense. Les bateaux sont conçus pour être utilisés près du rivage et dans les voies d'eau intérieures. Les analystes ont dit à Breaking Defense que ces bateaux sont particulièrement utiles pour les patrouilles anti-contrebande et à légère sécurité. Le pays a un littoral de 1.148 km.



Un bateau patrouilleur Archangel de 20 m de la Marine tunisienne navigue près de la base navale de Bizerte. AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS EN TUNISIE

La position de la Tunisie comme force maritime régionale a commencé à changer dramatiquement en 2009 lorsqu'elle reçut une somme de 14,5 millions de dollars de financement militaire de la part des États-Unis pour acquérir 10 petits bateaux de réponse de 8 m et 5 bateaux intermédiaires de réponse de 13 m, ainsi que des pièces détachées, une formation et un soutien. Les bateaux de réponse sont utilisés en général dans les opérations anti-drogue, de recherche et sauvetage, d'interdiction de contrebande et de réponse environnementale.



PROFORCE

Une société nigériane introduit des véhicules blindés

PERSONNEL D'ADF

La société Proforce du Nigeria a introduit le PF Hulk, un nouveau véhicule blindé conçu pour le transport des soldats et du matériel militaire.

La société déclare que ce MRAP (résistant aux EEI et aux embuscades) peut résister aux mines antichar de 8 kilos placées sous une roue quelconque ou sous son centre, et aux obus perforants ou hautement explosifs. Il peut transporter jusqu'à 10 personnes et accommode l'installation des systèmes d'armement et autre matériel spécial. Il peut aussi tirer des systèmes remorqués. Il a une portée de 1.000 km.

Le Hulk est le tout dernier d'une liste croissante de véhicules blindés construits par Proforce. En juillet 2022, la société a dévoilé le véhicule léger PF Fury, qui selon elle est construit spécialement pour l'infanterie et les opérations spéciales nigérianes.

Du côté des grandes tailles, le MRAP phare de Proforce est l'Ara. Proforce a aussi introduit son transport de troupes blindé PF Viper, révélé initialement en 2021 en tant que version plus légère, plus rapide et plus maniable de l'Ara, selon un reportage de defenceWeb. Son transport de troupes blindé principal est le PF2, exporté au Rwanda, en Centrafrique et au Soudan du Sud où il est utilisé par les missions de maintien de la paix des Nations unies.

Dans le pays, la force de police nigériane a acquis un certain nombre de PF2, y compris les véhicules utilisés dans les états de Rivers et de Lagos.

L'Angola reçoit son premier C295 d'Airbus

DEFENCEWEB

L'Armée de l'air angolaise a réceptionné le premier de trois nouveaux transports C295 d'Airbus, livré à Luanda.

Le C295 provient des installations de fabrication d'Airbus à Séville (Espagne). Il est arrivé dans la capitale angolaise en juillet 2024. Il est configuré comme avion de transport. Les deux autres seront configurés pour la surveillance maritime. Les plans visant à acquérir ces avions remontent à six années.

Airbus déclare : « Les deux C295 configurés comme aéronefs de surveillance maritime joueront un rôle clé pour la recherche et le sauvetage, le contrôle de la pêche illégale et des frontières, le soutien en cas de catastrophes naturelles et les missions de collecte de renseignement, entre autres. »

L'Airbus C295 est un aéronef de transport tactique intermédiaire, conçu et construit initialement par la société aéronautique espagnole CASA, qui fait aujourd'hui partie de la division de défense et spatiale du constructeur européen multinational Airbus. Le C295 a une longueur de 24,5 m et une envergure de 25,8 m. Il est considérablement plus petit que d'autres avions de transport sur le marché, mais son rayon d'action de 4.300 km est supérieur à celui de ses concurrents.

Un nombre croissant de pays africains ont acquis le C295. L'Algérie en a 6, le Burkina Faso 1, la Côte d'Ivoire 1, l'Égypte 24, la Guinée équatoriale en a commandé 2, le Gabon en a 1, le Ghana 3, le Mali 2 et le Sénégal en a 1 et en a commandé un second. Au total, dix pays, y compris un client dont l'identité reste confidentielle, utilisent ou ont commandé 44 aéronefs en Afrique, et ceux-ci ont atteint plus de 100.000 heures de vol depuis 2005.

La société a cité un exemple de « résilience et excellente performance du C295 sur le territoire africain » pendant une mission internationale de maintien de la paix conduite par l'Armée de l'air du Sénégal au Mali en septembre 2023, avec 28 rotations de soldats en 14 jours, pour un total de 200 heures de vol, soit 16 heures par jour.

Airbus déclare qu'il fournit un soutien matériel aux acheteurs du C295, notamment les réparations et les pièces détachées, le soutien technique avec un représentant de service sur le terrain, une base de données de navigation et des publications techniques mises à jour.

Un Airbus C295 s'approche pour l'atterrissage.





Le centre nigérian du cybercrime est désigné le meilleur d'Afrique

PERSONNEL D'ADF

La direction du cybercrime d'Interpol à Singapour a classé le centre national du cybercrime – Force de police du Nigeria premier des 54 pays africains en 2024. Parmi ses accomplissements, le centre a récupéré une somme de 5,6 millions de dollars qui avait été volée, arrêté 751 personnes soupçonnées de cybercrime et saisi 785 dispositifs employés dans les attaques.

Le Nigeria est le pays africain le plus affecté par le cybercrime et il a lancé des programmes pour combattre les crimes tels que le vol d'identité, les crimes liés aux cartes SIM et aux logiciels de rançon. Le pays a pris des mesures pour moderniser sa législation afin de traquer les nouveaux crimes.

Mohammed Isah, chef du bureau des opérations de cybercrime d'Interpol, a déclaré pendant la Semaine de cybersécurité 2024 : « Nous ne pouvons pas avoir de succès dans la lutte contre le cybercrime en restant isolés. Que ce soit selon la perspective de la police, du secteur privé ou d'autres parties prenantes pertinentes. Nous devons travailler ensemble. »

Le Nigeria a établi le centre en 2017 en tant que plateforme policière pour faire face au cybercrime. En 2021, le pays a lancé une infrastructure publique nationale clé, qui

permet d'effectuer en sécurité des échanges de données en authentifiant les usagers. En réponse au vol des données, l'Agence nationale des données de la technologie de l'information a créé une équipe d'enquête des vols de données et a ouvert des laboratoires forensiques numériques.

Mais le Nigeria continue à faire face à un défi ardu. Plus de 2.560 cyberattaques hebdomadaires y sont enregistrées, selon le système central de sécurité du Nigeria. En 2019, une enquête a découvert que 86 % des sociétés avaient signalé que leur infrastructure du cloud public avait été affectée par une cyberattaque, deuxième pourcentage parmi les 26 pays examinés.

Le centre pense qu'il a un impact grâce aux arrestations et à la pression sans relâche contre les bandes. Une opération coordonnée avec Interpol en 2024 a pris pour cible la bande nigériane Black Axe et a conduit à 300 arrestations, des saisies d'avoir s'élevant à 3 millions de dollars et 720 clôtures de compte bancaire dans de multiples pays.

Le commissaire de police Uche Henry, directeur du centre, a déclaré : « Je peux vous dire clairement que les cybercriminels n'ont pas la vie facile avec nous. Ils savent que, dans la lutte contre le cybercrime, nous ne faisons aucun compromis. Nous luttons de notre mieux et nous continuerons à faire de notre mieux pour assurer de traduire en justice qui que ce soit qui décide de se lancer dans le cybercrime. »



Un nouveau quartier général pour le centre national du cybercrime – Force de police du Nigeria a ouvert ses postes à Abuja en 2024. NPF-NCCC



LE LIBERIA A L'INTENTION D'OFFRIR L'INTERNET À TOUS AVEC L'ACCORD DE STARLINK

PERSONNEL D'ADF

LE LIBERIA a signé un accord avec Starlink de SpaceX dans le but d'améliorer l'accès à l'Internet dans le pays. L'accord de licence passé en novembre 2024 promet d'offrir des services Internet satellitaires aux foyers, même ceux des régions les plus éloignées du pays.

Abdullah Kamara, président par intérim de l'Autorité des télécommunications du Liberia, a déclaré : « Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, nous assurons que l'accès universel à l'Internet soit une réalité. Cet accord permettra à Starlink de fournir l'Internet grande vitesse à chaque village, localité et communauté, sans égard pour son éloignement. C'est un moment de fierté. »

Lorsqu'il sera achevé, le service pourra accroître la couverture Internet de 60 à près de 100 %, déclarent les responsables de l'autorité.

Starlink est actif dans dix autres pays africains. La société utilise un réseau de satellites à basse orbite connectés à des stations terrestres pour fournir un service Internet de haut débit qui ne nécessite pas de modem traditionnel.

M. Kamara déclare : « Ceci change la donne pour notre pays. Nous allons de l'avant vers la connectivité universelle, et cela déblocquera d'innombrables opportunités pour les Libériens. »

L'autorité a octroyé à Starlink une licence temporaire d'un an. Le coût pour les utilisateurs n'a pas été établi, mais Starlink est requis de travailler avec les fournisseurs de service Internet locaux du Liberia dans le cadre de l'accord.

30 % seulement des 5,3 millions d'habitants du Liberia ont accès à des services Internet fiables, selon le site web de l'autorité. Le pays espère que cet accord d'un an prouvera sa valeur et deviendra un partenariat à long terme.

Ci-dessus :
Antenne satellitaire résidentielle et routeur de Starlink

STARLINK LIBERIA

LE CHEF DES FORCES ARMÉES DU GHANA RECOMMANDE LA VIGILANCE CONTRE LES CYBERMENACES

PERSONNEL D'ADF

Alors que le Ghana se préparait pour les élections présidentielles, le lieutenant-général Thomas Opong-Peprah, chef d'état-major de la Défense, a averti contre les campagnes de mésinformation et de propagande conçues pour semer la division dans le pays.

Le général s'est exprimé à l'ouverture du Mois de sensibilisation cyber en octobre 2024, et il a souligné « le besoin de développer la capacité de déceler et empêcher la prolifération des cybermenaces auprès des citoyens ». Il a aussi promis que les Forces armées du Ghana (GAF) joueraient un rôle de soutien pour protéger la sécurité du pays alors que les élections de décembre 2024 se rapprochaient.

« Les Forces armées du Ghana sont prêtes à soutenir les autorités civiles et les autres agences de sécurité pour assurer que le Ghana reste un phare de la démocratie en Afrique. »

Dans le cadre du mois de sensibilisation, les GAF ont collaboré avec l'autorité de la cybersécurité et le ministère des Communications et de la Numérisation pour produire un document national de politique et de stratégie concernant la cybersécurité.

Ursula Owusu-Ekufu, ministre ghanéenne des Communications et de la Numérisation, a déclaré que le pays combattait un afflux de vidéos deepfake, de chaînes de YouTube propageant la mésinformation et de messages cryptés dangereux partagés sur Telegram et conçus pour affecter les élections. Elle a dit : « 70 % de la mésinformation en ligne est propagé seulement par 10 % des comptes de réseaux sociaux. »

Elle exhorte l'autorité nationale des communications, le service de police du Ghana et l'office de l'avocat général à poursuivre en justice les cas de mésinformation conformément à la loi sur les communications électroniques et au code pénal du pays.

Le Dr Albert Antwi-Boasiako, directeur général de l'autorité de cybersécurité du Ghana, déclare que la protection de la démocratie nécessite par-dessus tout que le public s'éduque lui-même pour éviter d'être trompé.

« Nous devons nous engager activement dans l'amélioration de notre alphabétisme numérique et la promotion des habitudes saines en ligne alors que nous naviguons à travers les myriades d'information pour prendre des décisions électorales. Chaque citoyen ou citoyenne, quelle que soit son orientation politique, devrait être éduqué pour reconnaître les informations fausses et malveillantes. »

Le Dr Antwi-Boasiako a exhorté les citoyens à utiliser les outils du fact-checking pour vérifier les informations qu'ils découvrent en ligne et a encouragé les entreprises à investir dans la cybersécurité et à former leurs employés sur la protection des données. Il déclare que seulement 35 à 40 % des Ghanéens ont une sensibilisation de base au cyber.

Il a dit à des journalistes après l'événement du mois d'octobre : « La sensibilisation est le meilleur mécanisme pour empêcher [le cybercrime]. Elle augmente mais je pense qu'il y a davantage d'efforts à déployer. »



Le lieutenant-général Thomas Opong-Peprah s'exprime lors d'un événement du Mois de sensibilisation cyber à Camp Burma, Accra.

FORCES ARMÉES DU GHANA



L'équipe médicale du Sénégal **LA PREMIÈRE EN AFRIQUE À GAGNER LA CERTIFICATION DE L'OMS**

PERSONNEL D'ADF

L'équipe médicale d'urgence du Sénégal est devenue la première d'Afrique à recevoir la certification de l'Organisation mondiale de la santé pour sa capacité de réponse aux crises de santé.

Cette reconnaissance signifie que l'équipe peut se déployer mondialement en cas d'urgence dans un délai de 72 heures de son activation et assembler un hôpital de 30 lits qui peut fournir des soins médicaux et chirurgicaux pour un maximum de 2.500 patients par mois. C'est un jalon qui « améliore considérablement » la capacité de réponse d'urgence de l'Afrique, selon l'OMS.

L'équipe médicale d'urgence (EMT) de type 2 du Sénégal, constituée de professionnels militaires de la santé sous l'égide des forces armées, a subi un processus rigoureux de six ans pour gagner la certification. Le point culminant fut un événement simulé de trois

jours avec un très grand nombre de victimes, en présence des responsables de l'OMS au Centre d'entraînement tactique Capitaine Mbaye Diagne à Thiès en octobre 2024. Avant l'événement, l'équipe s'était entraînée pour assembler l'hôpital en 72 heures mais elle l'a fait en moins de 48 heures.

Le ministre sénégalais des Forces armées Birame Diop a déclaré : « Cette certification démontre l'engagement inébranlable du Sénégal pour améliorer sa capacité de gestion des crises de santé et protéger les populations, dans le pays et dans le monde. »

L'équipe s'est déployée vers des crises en République démocratique du Congo, en Guinée et en Sierra Leone. Les représentants de cinq autres pays ont participé à l'exercice de certification pour observer et être inspirés. Certains ont dit qu'ils espéraient voir le succès du Sénégal se répéter dans la région.

Le capitaine Sylla Salifou Marietou de l'EMT de Guinée a déclaré : « Nous sommes ici comme observateurs, facilitateurs, évaluateurs, mais aussi pour être inspirés par le modèle sénégalais. Nous le considérons comme le premier modèle nous permettant de venir à l'aide d'autres pays en cas de besoin et pour notre plan intérieur. »

Avec cette certification, l'EMT du Sénégal devient la 49ème équipe mondiale certifiée. 130 autres s'efforcent toujours de gagner leur certification.

Le Dr Rebecca Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, a déclaré : « Ce jalon contribue de façon importante à l'expertise croissante de la région pour adresser les urgences de santé publique. Les EMT sont cruciales dans l'amélioration des capacités des systèmes nationaux de santé, en fournissant des mesures rapides de sauvetage dans les moments de crise. »

L'équipe médicale d'urgence du Sénégal s'entraîne pour la certification de l'OMS. OMS



Le Liberia lance une académie des sous-officiers pour soutenir le professionnalisme militaire

PERSONNEL D'ADF

Les Forces armées du Liberia (AFL) étendent leur capacité nationale de formation militaire en établissant une académie pour sous-officiers.

En décembre 2024, 40 étudiants ont complété une classe pilote de neuf semaines au Centre d'entraînement des forces armées des AFL à Camp Ware. Chaque branche des AFL était représentée et trois femmes sous-officiers étaient parmi les diplômés.

Le sergent-major de commandement Plazian B. Kuoh des AFL, conseiller non gradé de haut rang du Centre d'entraînement des forces armées, déclare à ADF : « Je ne peux pas trop souligner l'importance de l'éducation professionnelle dans les forces armées. Chaque commandant a la fonction et la responsabilité de diriger, développer et accomplir. Pour ce faire, vous avez besoin d'institutions telles que l'académie des sous-officiers. »



Le sergent-major de commandement William F. Tabolo des AFL, qui a participé au cours inaugural, a déclaré que c'était la première d'un grand nombre de classes qui seront offertes à l'avenir et a donné crédit au partenariat entre le Liberia et la Garde nationale du Michigan pour aider à lancer l'académie.

Il a dit que l'équipe d'entraînement de la garde nationale « nous avait soutenus dans ce processus [d'établissement de l'académie], en

commençant par la validation des formateurs avant le cours jusqu'à la surveillance du cours pendant qu'il avait lieu et à la conduite de l'examen après coup avec les étudiants et les formateurs. »

Les sous-officiers jouent un rôle crucial dans les forces armées. Ils affinent l'efficacité et l'état de préparation d'une unité en entraînant et dirigeant les soldats et les équipes. Ils mettent aussi à exécution les politiques établies des forces armées et développent des relations de travail avec les officiers.

Le sergent-major Kuoh a déclaré : « Je pense que les sous-officiers peuvent jouer un rôle important pour offrir aux soldats un entraînement dans leur carrière et améliorer leur professionnalisme, parce qu'ils ont l'expérience précise et comprennent bien la méthodologie de formation applicable. »

Le cours pilote s'est concentré sur l'état de préparation, l'entraînement et la gestion de programme, les communications et les opérations.

L'UA AGIT POUR STOPPER L'EMPLOI DES MERCENAIRES

PERSONNEL D'ADF

Le nombre de mercenaires dans les pays africains a augmenté au cours des dernières années, suivant l'exemple de l'ex-groupe Wagner de Russie. En réponse, l'Union africaine s'efforce de limiter l'impact destructeur des combattants étrangers et d'assurer leur supervision à l'aide d'un projet de convention de quarante articles et un briefing de politique sur la participation des mercenaires.

La convention, qui serait une mise à jour de celle adoptée en 1977, pourrait inclure des dispositions pour surveiller les abus des droits de l'homme commis par les mercenaires et des punitions plus sévères pour les pays qui emploient des combattants étrangers.

Pupurai Togarepi, membre du Parlement du Zimbabwe, a déclaré lors d'un débat parlementaire panafricain en juin 2024 sur la révision de la convention concernant les activités mercenaires : « Nous devons prendre position pour éradiquer ce fléau et assurer que notre souveraineté soit respectée. »

Un représentant de la Libye a souligné le besoin de se concentrer sur les mercenaires internationaux qui jouent un rôle des plus destructifs sur le continent. Salem Masoud Gnan a dit pendant le débat : « Les pays africains doivent s'unir pour rendre ces groupes impuissants et protéger leur peuple. »

Les efforts visant à contrôler les mercenaires remontent à 1977, avec la Convention de l'Organisation de l'unité africaine pour l'élimination du mercenariat en Afrique. Cette convention avertissait de la « grave menace que les activités des mercenaires présentent pour l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le développement harmonieux » des pays africains. En décembre 2023, le Conseil de la paix et la sécurité de l'UA a fait appel à un réexamen de cette convention à cause du nombre croissant de mercenaires.

La Russie a joué un rôle démesuré pour exporter des mercenaires en Afrique. Au point culminant du conflit en Libye, on estimait que 20.000



combattants étrangers se trouvaient dans le pays, y compris un grand nombre de Russes. Le groupe Wagner a déployé un nombre de combattants estimé entre 5.000 et 7.000 vers les pays tels que la Centrafrique, la Libye, le Mali et le Soudan. Des rapports publiés ont déclaré que l'Africa Corps de Russie, successeur du groupe Wagner, a l'intention d'accroître ses effectifs à 20.000 combattants.

Les observateurs avertissent du potentiel de destruction de ces mercenaires.

Les auteurs d'un briefing de politique de l'Institut pour la pensée et la conversation panafricaines écrivent : « Pendant la Guerre froide, les gouvernements africains étaient en général méfiants face aux mercenaires et aux combattants étrangers. Toutefois, les élites africaines dirigeantes les invitent aujourd'hui activement et les utilisent pour consolider leur pouvoir et combattre le terrorisme, ce qui représente un changement par rapport aux pratiques du passé. Ces pratiques sous-traitent essentiellement la souveraineté de la sécurité à des combattants étrangers, sans prise de responsabilité et en offrant un déni plausible. »



Selon l'ONU, la réduction des missions de maintien de la paix MET EN DANGER LES FEMMES

NATIONS UNIES

Les responsables de haut rang des Nations unies avertissent des conséquences si les femmes et leurs droits ne sont pas protégés dans les zones de conflit, dans le contexte des récentes décisions visant à clôturer ou réduire les missions de maintien de la paix ou les missions politiques spéciales.

Sima Bahous, directrice exécutive d'ONU Femmes, organisme défenseur de l'égalité des sexes dans le monde, a déclaré aux ambassadeurs lors d'une réunion du Conseil de sécurité d'août 2024 que certains gouvernements diminuent leur budget de la défense, malgré une intensification des conflits et de l'insécurité.

Mme Bahous a dit : « C'est paradoxal, étant donné les niveaux sans précédent de conflit et de violence, que les

effectifs de maintien de la paix déployés aient baissé presque de moitié, de 121.000 en 2016 à environ 71.000 en 2024. » Elle a souligné la violence croissante contre les femmes et les jeunes filles, en ajoutant que les guerres sont menées avec un total mépris de leur vie et leurs droits.

Les responsables de l'ONU ont noté qu'au Mali la mission de maintien de la paix onusienne MINUSMA a pris fin en décembre 2023 à l'insistance des autorités militaires transitionnelles. Avant son retrait accéléré, le pays avait constaté des progrès « transformateurs » qui avaient amélioré la participation politique des femmes, selon eux.

Les responsables ont aussi exprimé leurs inquiétudes sur le récent retrait des missions hors des points sensibles importants, ce qui a conduit à des vides sécuritaires et augmenté la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles. Les retraits ont diminué la capacité onusienne de soutenir les partenaires nationaux pour faire face à la violence sexuelle liée au conflit dans les régions, par exemple les investigations, les reportages et l'assistance fournie aux survivants.

Mme Bahous déclare : « Nous craignons un avenir où les atrocités contre les femmes augmenteront, où elles seront de plus en plus marginalisées dans le processus de prise de décision et, finalement, où la communauté internationale enregistrera un échec. Cette perspective devrait être, et je suis confiante qu'elle est, inacceptable pour nous tous. »

Des femmes vendent des articles au marché du lundi devant la Grande Mosquée de Djenné (Mali). Les Nations unies déclarent que les pays tels que le Mali enregistrent des revers dans la protection des femmes.

À gauche : Une femme porte un filet de pêche dans la région de Ségou (Mali). AFP/GETTY IMAGES





UA : La force en attente doit s'adapter pour protéger

DEFENCEWEB

Un responsable de l'Union africaine a déclaré que la Force africaine en attente doit évoluer à mesure que le panorama sécuritaire du continent change.

Dans un webinaire de septembre 2024, le Dr Alhadji Sarjoh Bah, directeur de la gestion des conflits au sein du département de la Paix et de la Sécurité de l'UA, a déclaré que la force avait fait d'importants progrès au cours de ses vingt ans d'existence. Il a dit qu'elle avait contribué aux opérations de soutien à la paix sur le continent, « souvent dans des circonstances difficiles, avec des exemples notables de déploiement en temps de crise tels qu'en Somalie, au Soudan et en République centrafricaine, entre autres ». Ces missions ont démontré la capacité de l'UA d'agir « décisivement pour défendre la paix, la sécurité et les principes démocratiques ».

Le Dr Bah a dit que la force de sécurité « doit continuer à évoluer » face à un panorama continental de sécurité en constante évolution. Il a cité trois préoccupations particulières : la montée des acteurs non étatiques, l'accroissement des effets du changement climatique sur les conflits et le besoin d'approches plus exhaustives pour affronter les causes fondamentales de l'instabilité.

Il a dit que les menaces telles que la guerre asymétrique, le terrorisme, les pandémies et les catastrophes d'origine climatique exigent que la force s'adapte et innove pour rester pertinente et effective. Il a déclaré que la force devrait améliorer sa capacité pour affronter les menaces non conventionnelles, les menaces cybernétiques et les pandémies tout en restant réactive aux conflits traditionnels.

Un soldat mozambicain se repose pendant des exercices de la Force africaine en attente de l'Union africaine. REUTERS

LA MISSION D'ASSISTANCE MILITAIRE EST OPÉRATIONNELLE AU MOZAMBIQUE

DEFENCEWEB

La mission de formation de l'Union européenne au Mozambique a enseigné aux effectifs mozambicains le contrôle aérien tactique, notamment la coopération air-sol, avant de prendre fin avec une remise des diplômes en août 2024, lorsqu'elle a cédé la place à une nouvelle mission.

Le 1er septembre 2024, la mission d'assistance militaire de l'UE au Mozambique (EUMAM) a démarré. Elle s'inscrit dans le cadre de la politique commune de sécurité et de défense de l'UE, qui permet au bloc d'agir face aux défis de sécurité du monde entier pour soutenir les pays partenaires qui le demandent.

L'EUMAM fournira une formation militaire exhaustive et un soutien de consultation aux forces mozambicaines. L'objet de la mission est d'aider les forces de réaction rapide des Forces armées du Mozambique (FADM) à réaliser un cycle opérationnel durable conformément au droit humanitaire international, au plus tard en juin 2026. Le cycle opérationnel durable inclut la préparation, le déploiement et le soutien en tant que « contribution importante à un environnement sûr et sécurisé pour le peuple du Cabo Delgado ».

Au cours de la mission précédente, l'UE avait entraîné 11 forces de réaction rapide des FADM et certifié 100 formateurs mozambicains. La nouvelle mission améliorera la capacité de contre-terrorisme des FADM, soutiendra la protection civile et encouragera les droits de l'homme, tout en se conformant au droit humanitaire international. Des commandos et des fusiliers marins mozambicains formés sont déjà déployés.



Des commandos mozambicains participent à une descente simulée près de Moamba en août 2024.

SERGEANT TECHNIQUE CHRISTOPHER DYER/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS



Une conférence sur la puissance maritime produit des objectifs de coopération

DEFENCEWEB

Quinze pays africain, y compris l'Afrique du Sud (pays hôte), ont clôturé le symposium Puissance maritime pour l'Afrique en avalisant neuf objectifs clés pour l'avenir de la coopération maritime.

Le symposium du Cap, cinquième de la série, s'est terminé à la fin octobre 2024 avec une promesse d'unité. Military Africa signale que le symposium s'est concentré sur quatre thèmes principaux :

- **La sécurité maritime** : Traiter la puissance maritime et les menaces en mer.
- **La justice des océans** : Étendre l'état de droit et protéger les droits de l'homme.
- **L'économie des océans** : Défendre et surveiller les intérêts économiques maritimes.
- **La santé des océans** : Développer la surveillance et les capacités de la Garde côtière.

En tête de la liste des objectifs clés se trouvent le renforcement de la collaboration régionale, en tant que besoin d'abattre les barrières à la coopération inter-marines, la mise en commun des informations sur la sensibilisation au domaine maritime et la conduite régulière d'exercices maritimes conjoints. D'autres objectifs incluent l'accélération de la mise en œuvre de la Stratégie maritime intégrée africaine 2050 par le biais de patrouilles maritimes, « le renforcement de la mise en commun de l'information entre les centres de sensibilisation au domaine maritime » et le début de la

Les forces du service des bateaux spéciaux de la Marine nigérienne naviguent pour appréhender des pirates, dans le cadre d'une opération simulée pendant un exercice militaire. AFP/GETTY IMAGES

transformation de la Zone maritime exclusive combinée de l'Afrique devenant une réalité.

L'Institut d'études de sécurité signale que l'établissement de la Zone maritime exclusive combinée de l'Afrique est un objectif de la Stratégie maritime intégrée africaine. L'objet est de créer « un espace maritime commun pour faciliter les avantages géostratégiques, économiques, politiques, sociaux et sécuritaires et minimiser les menaces transnationales ».

Les autres objectifs adoptés sont :

- Le soutien de la Charte africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement, appelée Charte de Lomé.
- La priorisation des engagements entre les marines africaines et les industries africaines de la défense dans les acquisitions navales.
- L'appel pour des conférences futures sur la puissance maritime pour l'Afrique, à organiser toutes les deux années. Le Nigeria sera le pays hôte en 2026.

Les pays représentés au symposium sont : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Burundi, Cameroun, Égypte, Ghana, Guinée équatoriale, Kenya, Malawi, Namibie, Nigeria, République démocratique du Congo, Sénégal et Togo.



Les Kényans et les Népalais s'entraînent en RDC

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DU KENYA

Les forces de réaction rapide du Kenya et du Népal ont conclu avec succès un exercice conjoint de formation dans l'Est de la République démocratique du Congo.

Les forces kényanes s'entraînent en République démocratique du Congo.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DU KENYA

La mission de stabilisation de l'organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) a conduit cet entraînement d'octobre 2024, dont le but était d'améliorer l'état de préparation des soldats pour répondre promptement et efficacement aux menaces des groupes armés dans la région, en fonction du mandat de la mission pour protéger les civils et promouvoir la stabilité.

L'exercice a concerné un entraînement intensif pour les missions d'insertion et de renforcement aériennes. Il a couvert une vaste gamme d'aptitudes opérationnelles, notamment l'orientation au sol, les patrouilles à pied et en véhicule, les communications radio, la lecture des cartes et la navigation. Les forces se sont aussi entraînées dans les soins aux victimes des combats tactiques, la reconnaissance rapprochée des cibles, les raids, les embuscades et la descente en rappel, aptitudes essentielles pour les déploiements tactiques rapides.

Avec une intensification des patrouilles de sécurité visant à protéger les civils contre les forces hostiles, la formation conjointe a amélioré la capacité des forces pour coordonner et répondre promptement aux urgences.

Le lieutenant-colonel Simon Seda, commandant de la Force de réaction rapide du Kenya, a mis l'accent sur l'importance de la collaboration.

« Cet entraînement renforce notre capacité de déploiement rapide et d'exécution des missions dans les environnements difficiles. La coordination entre les forces kényanes et népalaises nous permet de répondre sans difficulté à tout appel de détresse dans notre zone d'opération. »

Cette session de formation s'inscrit dans le cadre d'une série d'exercices inter-contingents de MONUSCO, visant à contrer la menace des groupes armés dans l'Est de la RDC.

L'Inde et l'Afrique du Sud concluent un pacte de secours

DEFENCEWEB

L'Inde et l'Afrique du Sud ont convenu d'établir une coopération navale additionnelle, qui inclut le sauvetage sous-marin. Les deux pays ont signé un accord de mise en œuvre, qui indique aussi « un engagement partagé envers la sécurité maritime et le soutien mutuel », selon la terminologie adoptée.

Si nécessaire, la Marine indienne déploiera l'un de ses deux véhicules sous-marins de sauvetage (DSRV) en temps de crise. L'accord a été signé après Milan, exercice majeur de la Marine indienne à Visakhapatnam, site du quartier général du Commandement naval oriental. Pendant l'exercice, l'Inde a fait la démonstration du véhicule de sauvetage. On signale qu'elle a aussi offert ses services aux pays amis dans le cadre d'une extension de la diplomatie indienne de la défense.

Un rapport publié après la démonstration de Milan déclare que le sauvetage sous-marin commence par la localisation du navire « en détresse ou coulé » sous les eaux, suivie par le sauvetage des survivants. Le personnel coincé dans les sous-marins ont trois moyens de sortie : l'utilisation de la trappe d'évacuation, la fuite par les tubes lance-torpilles ou le sauvetage par un DSRV.

Les navires de sauvetage spécialisés peuvent être montés sur navire ou transportés par voie aérienne. L'Inde possède ces deux capacités et signale qu'ils peuvent travailler à des profondeurs jusqu'à 650 mètres.

Les DSRV de la Marine indienne sont conçus et construits conjointement par les chantiers navals Hindustan Shipyard Visakhapatnam, qui avaient lancé le développement avec une technologie de base fournie par une société d'Aberdeen (Écosse).

En 2021, un DSRV indien a participé aux opérations de sauvetage du Nanggala-402 de la Marine indonésienne, sous-marin au sort tragique qui avait coulé au Nord de Bali. Tous les 53 membres de l'équipage étaient morts à la suite de ce qu'on avait appelé une « implosion » à bord. Les débris du sous-marin ont été découverts trois jours après le lancement d'un effort majeur de recherche dans un rayon de 10 milles nautiques du dernier point de contact.

L'ajout de la capacité DSRV indienne fournit à la Marine sud-africaine une aptitude de sauvetage en eaux profondes qu'elle ne possédait pas auparavant. Seul le système de sécurité par trappe d'évacuation était à la disposition des sous-marinières.

La Marine indienne utilise ces submersibles pour conduire des opérations de sauvetage en eaux profondes ; elle a signé un accord avec l'Afrique du Sud pour fournir une assistance en cas de besoin. JFD





LA REINE ACHIVANJILA

Protectrice de son peuple

PERSONNEL D'ADF

Les détails biographiques de la reine Achivanjila, souveraine des Makua dans ce qui s'appelle aujourd'hui le Mozambique vers la fin du 19^{ème} siècle, ont été transmis d'une génération à l'autre. L'histoire manque de certaines précisions mais il semble clair que la reine faisait face à des obstacles formidables.

Son royaume est connu aujourd'hui sous le nom de Niassa, province peu peuplée du Nord du Mozambique. On pense qu'elle règne entre 1865 et 1870 environ, à une époque où le Portugal est la puissance coloniale dans ses terres. Elle doit négocier un moyen politique pour tenir les Portugais éloignés tout en convainquant son peuple qu'elle a l'avantage.

La tradition orale dit qu'elle accède au pouvoir après avoir défié son époux, le roi, de secourir des villageois qu'il avait vendus en esclavage à des marchands néerlandais. Il existe aujourd'hui au Cap (Afrique du Sud) un quartier où vivent les descendants des esclaves secourus par la reine.

Elle prend le pouvoir en vertu d'une structure matrilineaire traditionnelle dans laquelle le statut social et les biens hérités sont transmis entre les femmes. En tant que monarque de son royaume, elle doit naviguer à travers le système colonial patriarcal favorisé par les Portugais et certains royaumes voisins. Elle doit presque certainement s'engager diplomatiquement avec les Portugais, en donnant l'impression qu'elle est une alliée.

Elle règne alors que le christianisme et l'islam se propagent dans la région, ce qui menace le leadership, les coutumes et les systèmes de croyance de son peuple. Elle finit par s'appuyer sur des femmes puissantes de son royaume, qui ont accès à la terre et au pouvoir politique

et qui participent à la gestion des affaires militaires. Il est généralement accepté que la reine Achivanjila étend les réseaux commerciaux de son royaume et encourage le développement des relations avec les marchands du littoral, ce qui garantit à son peuple une certaine prospérité. On pense aussi qu'elle est un stratège militaire chevronné et qu'elle défend avec succès son royaume contre les royaumes rivaux.

Toutefois, son héritage est lié à son traitement des esclaves, où elle emploie ses connaissances de la médecine traditionnelle pour aider les gens qui ont été transportés sur la côte pour le commerce des esclaves. Elle sauve de nombreuses vies. Elle organise une armée pour protéger ses frontières, ce qui aide aussi à empêcher les prises d'esclaves.

Le titre de « reine de Niassa », bien qu'il soit essentiellement cérémonial, continue aujourd'hui, en tant qu'une des dernières monarchies d'Afrique dirigées par une femme. Le prestige de ce titre est tel que, lorsque la reine Abibi Achivanjila V est décédée en avril 2023 à l'âge de 96 ans, Filipe Nyusi, président mozambicain à l'époque, a commémoré l'événement en disant : « Nous n'avons pas pu empêcher notre amie commune et révéérée, la reine de Niassa, d'accéder à l'éternité pendant les fêtes de Pâques et au milieu de Ramadan. »

Ses survivants incluent 6 enfants, 32 petits-enfants et 46 arrière-petits-enfants. Son successeur, la reine Bibi Achivanjila VI, continue la descendance et les traditions de son prédécesseur. La province de Niassa a continué à honorer sa riche histoire culturelle et sa tradition monarchique en organisant le festival de la reine Achivanjila en avril 2024.

INDICES

- 1 Elle s'étend sur 42 hectares et elle était un exemple de développement urbain à la frontière de l'Empire romain.
- 2 Le site possède des traces de plusieurs civilisations au cours de 1.000 années d'occupation.
- 3 Une quantité importante de matériaux artistiques, tels que des mosaïques, des statues en marbre et en bronze et des centaines d'inscriptions ont été trouvés dans ce site.
- 4 C'était la capitale du royaume de Maurétanie pendant les règnes de Juba II et Ptolémée.





PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à ADF et faites entendre votre voix.

Directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à ADF

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à ADF signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUSSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Pfeninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany



VOUS ÊTES IMPATIENT DE LIRE LE PROCHAIN NUMÉRO ?

À ADF-Magazine.com, nous vous offrons chaque semaine un traitement en profondeur des enjeux actuels qui affectent la paix et la stabilité. Consultez notre site web pour les mêmes actualités crédibles et précises sur la sécurité, sur une base hebdomadaire, provenant de tout le continent.



RESTEZ CONNECTÉ

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez ADF sur Facebook, Twitter et Instagram. Vous pouvez aussi vous abonner à notre liste de diffusion électronique en vous inscrivant sur notre site Web, ADF-Magazine.com, ou en envoyant un courriel à News@ADF-Magazine.com.